

AFFAIRES

La Presse

Création de 374 emplois à Montréal *Page 5*

Les beaux restes de chez Pauline

La chronique de Sophie Cousineau *Page 3*

TSE 300	CDNX	S&P/TSE 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
7324,40 100,52 1,4%	3023,01 1,55 0,1%	426,79 6,74 1,6%	348,00 14,20 4,3%	1892,11 51,98 2,8%	9750,95 196,58 2,1%	1139,09 20,76 1,9%	277,80 \$US -0,50 -0,2%	20,33 \$US 0,43 2,2%	62,72 CUS 0,35 1,57

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | MERCREDI 14 NOVEMBRE 2001

BOURSES

Bell Nexxia et Positron: gros contrat en Roumanie

Un total de 200 millions de dollars sur 10 ans

LAURIER CLOUTIER

BELL NEXXIA et Positron viennent de décrocher, selon des sources, le contrat de l'implantation et de l'exploitation du système 911 de la Roumanie, un élément qui pourra aider ce pays à entrer dans l'Union européenne.

« C'est impossible de faire des commentaires sur le sujet », a déclaré la porte-parole du groupe Bell Canada, France Poulin. Elle a refusé de nier ou de confirmer la nouvelle. Quant au président du conseil et président-directeur général de Positron, Reginald Weiser, il a repoussé à plus tard une interview, toute la journée d'hier, parce qu'il « était en réunion », selon son adjointe, Alice Sico. Le PDG a fini par la promettre en fin de journée, sans donner suite.

Bell Nexxia, Positron et la Roumanie doivent annoncer sous peu, selon des sources bien informées, la signature d'un contrat de 40 millions de dollars pour l'implantation d'un système d'urgence 911 dans ce pays d'Europe de l'Est. La Corporation commerciale canadienne, une société du gouvernement fédéral travaillant dans le développement des exportations, tout comme la Société pour l'expansion des exportations, a négocié le contrat avec la Roumanie, selon des sources, au nom de ses clients, Bell Nexxia et Positron, en échange d'un pourcentage sur la transaction.

Le contrat pourrait atteindre 200 millions de dollars grâce à l'exploitation du système d'urgence roumain pendant 10 ans. La mise en place du 911 ne constitue qu'une des conditions que doit remplir la Roumanie pour faire son entrée dans l'Union européenne.

Cependant, selon France Poulin, « c'est une rumeur dans le marché que je ne peux pas commenter ». Mise au courant des informations de *La Presse* sur la taille du contrat, de 40 millions au départ et de 200 millions sur 10 ans, et sur la contribution de la Corporation commerciale canadienne dans les négociations, la porte-parole a encore refusé de nier.

Chef de file

L'entrepreneur Don Gibbs a vendu Positron au géant Marconi, de Grande-Bretagne, en 1998, au prix de 200 millions en espèces.

Positron est un chef de file mondial dans les technologies des systèmes de communications en sécurité publique, selon le site Internet de la compagnie canadienne. Positron développe de nouveaux produits depuis 30 ans.

Le groupe Positron a notamment lancé l'été dernier le « Simon », une console autonome destinée au traitement des appels d'urgence 911.

La compagnie a des bureaux, des installations et des distributeurs non seulement au Canada et aux États-Unis, mais aussi presque partout dans le monde, y compris en Europe et en Asie-Pacifique du Sud.

Coup de balai dans le secteur financier au Québec

Huit organismes, dont la CVMQ, seraient regroupés

RÉJEAN BOURDEAU

Si vous achetez des produits financiers ou si vous en vendez, la réforme de la « police » chargée de réglementer l'industrie au Québec vous touchera directement.

Selon les informations obtenues par *La Presse*, le groupe de travail de sept membres mis en place par le ministère québécois des Finances pour se pencher sur l'encadrement des services financiers proposera la mise en place d'un seul organisme de réglementation.

Pour le moment, pas moins de huit organismes spécialisés dans des créneaux précis surveillent les activités liées aux marchés des actions, des assurances, des fonds communs de placement, etc.

On y compte notamment la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ), l'Inspecteur général des institutions financières (IGIF) et le Bureau des services financiers (BSF).

Cette multiplicité d'organismes peut entraîner, selon certains, des problèmes de chevauchements, de trous noirs et d'inefficacité, à la fois pour le public investisseur et pour les sociétés financières faisant affaire avec eux.

La secrétaire du groupe de travail, Gisèle Gauthier, n'a pas voulu commenter l'évolution des travaux en cours. Les recommandations seront déposées d'ici la fin de l'année.

D'importants changements

En octobre, l'avocat Yvon Martineau, président du groupe de travail, avait souligné que le statu quo n'était plus acceptable. « D'importants changements sont à venir », avait précisé l'ancien président du conseil d'Hydro-Québec.

Il a résumé les objectifs de son groupe en trois points : simplifier l'accès des consommateurs, réduire le fardeau administratif et permettre plus de concurrence pour les institutions financières, dans le res-

pect des champs de compétence du Québec.

Selon nos sources, le nouvel organisme de réglementation chaufferait cinq volets : protection des consommateurs, distribution (produits financiers), marchés financiers (émissions publiques, prospectus), réglementation prudentielle (solvabilité) et indemnisation (assurances dépôts).

Cette structure peut encore varier au fil des discussions des prochaines semaines. Elle donne toutefois une indication des intentions du groupe de travail.

Régulateur unique

Joint à son bureau de l'École des hautes études commerciales (HEC), le professeur de finance Jean Roy s'est dit en faveur de la création d'un régulateur unique. « Cela mettrait le Québec dans le camp des juridictions progressives », dit-il.

Dans son mémoire présenté au groupe de travail, le professeur a répertorié pas moins de 13 pays qui encadrent leur secteur financier au moyen d'un superviseur intégré, allant du Financial Services Authority du Royaume-Uni au Monetary Authority de Singapour.

Plus près de nous, ajoute-t-il, le Canada, avec le Bureau du surintendant des institutions financières, et l'Ontario, avec la Ontario Financial Services Commission, ont aussi choisi la voie d'un superviseur intégré.

Cette structure unique, explique M. Roy, devient utile avec le découlement des institutions financières. Puisqu'une même société peut désormais offrir des produits d'assurances, de valeurs mobilières et de dépôts, par exemple, le régulateur doit avoir l'autorité lui permettant d'inspecter toutes ses activités.

« Il faut enlever les menottes du régulateur et lui donner la possibilité de faire le tour de toutes les activités, au lieu de cantonner plusieurs organismes dans des créneaux spécifiques », lance-t-il.

Voir FINANCIER en D2

Les négociations de la dernière heure



ARIANE KROL
envoyée spéciale

AU QATAR

ENFERMÉS dans le pyramidal centre de conférence de Doha, les négociateurs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se préparaient hier soir à une nuit d'après discussions. Tout indique qu'ils y seront encore lorsque le muezzin fera l'appel de la première prière, au lever du jour.

« Si Dieu existe, il n'y aura plus de crochets ! » a lancé hier un haut fonctionnaire de la délégation ca-

nadienne en parlant du troisième brouillon de la déclaration finale qui devrait être prête ce matin.

Des passages entre crochets sur lesquels les 142 pays membres de l'OMC n'arrivent pas à s'entendre, il y en avait encore beaucoup dans le deuxième brouillon publié hier matin. En agriculture, l'Union européenne (UE) planchait cette nuit sur des formulations qui lui éviteraient de s'engager à une disparition progressive (*phasing out*) des subventions aux exportations.

« Les crochets sont encore là en ce moment et nous ferons tout pour enlever ces crochets », a indiqué le ministre canadien de l'Agriculture, Lyle Vanclicf, vers 23 h 30.

Voir NÉGOCIATIONS en D2



Photo AFP

Des manifestants antimondialisation se font entendre à l'extérieur du centre de conférence de Doha, pendant que les discussions se poursuivent à l'intérieur.

Bell
zinc
.ca

Obtenez les mêmes avantages que les grandes entreprises.

Accueil | Annuaire | Place d'affaires | Outils

www.BellZinc.ca

allez-y



302243

Canada 3000 démembré par les locateurs d'avions et les aéroports

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO – La première comparution devant un juge hier à Toronto des principaux créanciers du transporteur aérien Canada 3000 depuis sa faillite de dimanche s'est avérée peu encourageante pour les salariés impayés parmi ses 4800 ex-employés.

Après avoir perdu subitement leur emploi, ils risquent de n'avoir que des miettes d'actifs de Canada 3000 pour couvrir les 5,8 millions de dollars en salaires dus selon l'estimation du syndic, et peut être jusqu'à 15 millions selon les dirigeants syndicaux, en incluant les indemnités de départ et les vacances impayées.

Car les principaux éléments d'actif du transporteur déchu, soit les avions qu'il exploitait jusqu'à vendredi dernier, pourraient être retournés dès les prochains jours chez leurs propriétaires : une demi-douzaine de locateurs et de financiers hypothécaires d'avions.

Le rapport intérimaire du syndic Deloitte Touche, qui administre les actifs de Canada 3000 depuis la démission des dirigeants, indique que le transporteur déchu ne posséderait aucun de ses 38 avions. Cette information doit être vérifiée d'ici la prochaine audience, demain, devant le juge John Ground, de la Cour supérieure de l'Ontario.

Le syndic a aussi indiqué que cinq de ces 38 avions sont encore sous saisie dans des aéroports européens, à Manchester et dans la région de Londres, en Grande Bretagne, ainsi que Paris-Orly et Marseille, en France.

Par ailleurs, 21 avions de Canada 3000 ont été stationnés sur la piste en construction de l'aéroport Pearson, à Toronto. Les autres sont éparpillés dans d'autres aéroports canadiens, dont deux Boeing 737 loués du transporteur US Airways qui sont aux aéroports de Montréal-Dorval et de Québec.

Inquiets du statut de leurs avions — certains n'ont pas été nettoyés ni vidés de leur carburant depuis l'arrêt soudain de vendredi —, les locateurs et les financiers d'avions ont réclamé du juge Ground qu'il les libère rapidement.

Mais leur requête a été bloquée par les

principaux aéroports au Canada ainsi que Nav Canada, qui gère la circulation aérienne. Ils prétendent à un droit prioritaire de saisie sur ces avions pour des millions de dollars en frais d'utilisation impayés.

L'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto, qui avait dédié une bonne partie de son aéroport « Trois » à Canada 3000, réclame 11,6 millions. Sept autres agences aéroportuaires, dont Aéroports de Montréal, réclament en tout 7 millions. Pour sa part, Nav Canada réclame 7,3 millions.

Le juge Ground a suspendu jusqu'à demain le droit de saisie de Nav Canada et des aéroports, le temps que les locateurs d'avions leur proposent un moyen de garantir leurs créances après la récupération de leurs appareils. Les avocats des aéroports suggéraient en sortant du tribunal qu'une garantie de l'ordre de 25 millions pourrait suffire.

Par ailleurs, le syndic a laissé entendre que « trois parties intéressées » l'avaient contacté avec des projets de reprise d'actifs et de relance de certaines activités du transporteur failli.

Aucun nom n'a été mentionné, mais l'homme d'affaires montréalais Michel Leblanc a annoncé hier un projet de transpor-

teur à tarifs réduits concentré dans l'est du Canada.

L'ex-président de Royal Aviation, qu'il a vendue à Canada 3000 en mars dernier, projette un transporteur comparable à Southwest Airlines et WestJet qui reprendrait les vols réguliers au Canada interrompus par Canada 3000.

« J'ai écarté le marché des vols nolisés. Il est comblé, à mon avis, Air Transat et Sky-Service ayant remplacé de façon rapide les vols nolisés de Canada 3000 depuis vendredi », a dit M. Leblanc.

Il a indiqué être en contact avec les locateurs d'avions de Canada 3000 qu'il connaissait du temps de Royal pour s'enquérir des conditions de reprise de leurs baux. « Les conditions de ce marché sont les plus favorables depuis 10 ans, quand j'avais lancé Royal », a dit M. Leblanc.

Son projet est conditionnel à une garantie de prêt de 30 millions du gouvernement fédéral, comme l'était sa proposition précédente de rachat de Royal Aviation.

Cette garantie servirait à susciter la confiance des consommateurs qui a été ébranlée par Canada 3000 au cours des derniers jours », a-t-il indiqué.

ÉCONO FLASHES

Pebercan | Rachat d'intérêts pétroliers à Cuba

PEBERCAN, société de Montréal, a conclu la transaction avec la Compagnie Maurel & Prom concernant la reprise des intérêts pétroliers cubains qu'elle détenait sur le Bloc 7. Conformément à la proposition ratifiée par les actionnaires au cours de son assemblée annuelle du 27 juin, Pebercan a émis 13,55 millions d'actions privilégiées au prix de 73 cents US l'action en échange de l'ensemble des droits pétroliers détenus par Maurel & Prom à Cuba dont la participation s'élevait à 30 % sur le Bloc 7. La conclusion de cette transaction permet à Pebercan de renforcer sa participation dans le Bloc 7 en détenant dorénavant 60 % des intérêts pétroliers sur le gisement de CANASI et 55 % des intérêts pétroliers sur le reste de la concession.

Intrawest | Pertes accrues au premier trimestre

LES PERTES de l'exploitant canadien de stations de ski Intrawest se sont accrues au premier trimestre en raison de la baisse des revenus de son secteur immobilier, effaçant les mesures de contrôle des dépenses mises en place l'an dernier, a indiqué hier la société. Intrawest, qui exploite plusieurs grandes stations de ski dont Mont-Tremblant, au Québec, et Whistler/Blackcomb, en Colombie-Britannique, a rapporté une perte nette de 9,6 millions, ou 22 cents par action, comparativement à une perte de 3,2 millions, ou 7 cents par action, au trimestre correspondant l'an dernier. Les revenus se sont élevés à 93,7 millions, comparativement à 129,9 millions l'an dernier. Le titre d'Intrawest a gagné 44 cents, à 23,15 \$ hier, à la Bourse de Toronto. Le titre a oscillé entre 18,75 \$ et 30,81 \$ au cours des 52 dernières semaines.

Cogeco Câble | Conversion des clients en Ontario

COGECO CÂBLE prévoit terminer la conversion de son service Internet à haut débit (IHD) en Ontario à un service complètement indépendant et assumer directement toutes les activités de connexion, d'appui et de service à la clientèle, y compris le courriel, pour les clients ontariens du service Internet à haut débit dès vendredi. Compte tenu de cette conversion, Cogeco Câble prévoit ne plus utiliser les services fournis par Excite Home (at) pour ses clients IHD. Le programme de conversion ne vise que les clients IHD situés en Ontario, et ne s'applique pas aux clients IHD situés au Québec, que Cogeco Câble dessert de façon indépendante depuis le début. À la suite de difficultés financières, Excite (at) Home a demandé le 28 septembre dernier d'être protégée de ses créanciers selon le chapitre 11 du code américain sur la faillite.

Électromed | Nouvelle percée en France

L'INSTITUT ARNAULT Tzanck de Saint Laurent du Var, région de Nice, en France, a retenu Électromed pour la mise en place de solutions logicielles permettant la gestion intégrée de l'information en cardiologie. Le contrat signé est d'une valeur approximative de 300 000 \$. Plusieurs technologies ont été évaluées dans le domaine de l'imagerie médicale et Électromed a été choisie pour des raisons de fiabilité, de convivialité ainsi que pour le grand nombre d'options offertes pour la retransmission d'images aux autres services de l'hôpital. L'Institut Arnault Tzanck comprend différents établissements, dont un plateau technique complet en cardiologie et un centre d'imagerie médicale. Il est l'un des hôpitaux-phares dans le sud de la France.

Neurochem | Autre progrès sur l'Alzheimer

NEUROCHEM présente aujourd'hui, à la 31^e assemblée annuelle de la Société pour les neurosciences à San Diego, de nouvelles données concernant le déclenchement précoce de la réponse inflammatoire associée au processus de formation de dépôts amyloïdes dans un modèle murin transgénique de la maladie d'Alzheimer. Les données sont concluantes et suggèrent que la substance amyloïde joue un rôle majeur dans la neurotoxicité résultant de la formation des dépôts et qu'elle provoque également une réponse inflammatoire en phase précoce du développement de la maladie d'Alzheimer. Cette étude confirme l'importance de la toxicité associée à l'amyloïde lors du développement précoce de la maladie d'Alzheimer et confirme l'approche anti-amyloïde de Neurochem. Le modèle animal suggère qu'en ciblant initialement avec des thérapeutiques la substance amyloïde, la principale technologie de Neurochem, appelée mimétisme de GAGs, pourrait diminuer le risque de dégénérescence en réduisant l'inflammation et la toxicité impliquée très tôt dans le processus de formation des plaques amyloïdes.

Geneka Biotechnologie | Implantation à Strasbourg

GENEKA Biotechnologie, société de Montréal spécialisée dans le domaine des régulateurs protéomiques (facteurs de transcription), co-activateurs, co-répresseurs et protéines associées à la chromatine), ouvrira un bureau à Strasbourg afin d'augmenter sa présence dans cette région de l'Europe. Geneka s'associe avec l'Agence de développement de l'Alsace (ADA) et l'Association Alsace BioValley afin de choisir l'endroit de son implantation. Le choix de Strasbourg a été motivé par la concentration élevée d'entreprises, d'instituts de recherches spécialisés en biotechnologie, en génomique fonctionnelle et des infrastructures s'y reliant. De plus, la main-d'oeuvre hautement qualifiée, performante et professionnelle favorise l'implantation rapide en Alsace. Par cette démarche, Geneka espère non seulement développer son marché en Centre-Europe, mais aussi créer l'occasion de concrétiser des ententes, des partenariats, des alliances et des transferts de technologies qui pourraient permettre aux intervenants du réseau tri national des sciences de la vie d'accéder à des marchés internationaux.

Pierre Bellemare

FINANCIER

Suite de la page D1

Le professeur Roy remarque que la proposition, qui devrait être soumise par le groupe de travail, ressemble assez à l'organigramme présenté dans le mémoire du Mouvement des caisses Desjardins, qui compte des volets indemnisation, protection des utilisateurs, marché, distribution et services administratifs.

« C'est une approche pragmatique, dit Jean Roy, car Desjardins est le plus important client des organismes réglementaires québécois. » Dans son mémoire, Desjardins affirme qu'il verse annuellement pour 22 millions de

dollars aux organismes de réglementation canadiens.

Le professeur, qui agit comme consultant pour l'Office de protection des consommateurs, serait aussi satisfait de voir le régulateur unique offrir le volet de protection des consommateurs, un service qui n'est pas offert par les régulateurs pour l'instant.

« Dans la mesure où les clients auront le choix d'avoir aussi recours aux services de l'Office de protection des consommateurs pour acheminer des plaintes, cela aura pour effet d'ajouter de la concurrence. »

Cette structure unique n'est-elle pas sur le point de créer un nouveau monstre bureaucratique incontrôlable ? Déjà que les organismes plus décentralisés connaissent des ratés et des lenteurs dans certains dossiers... Le professeur Roy laisse la chance au coureur à la condition d'y installer un leader avec une vision, capable de présider à la mise en place et au développement d'un organisme de plusieurs centaines d'employés.

« On met un bébé au monde. Faisons confiance à la nature pour que l'enfant soit bien formé et bien portant », dit Jean Roy.

NÉGOCIATIONS

Suite de la page D1

Les progrès les plus notables ont été enregistrés dans la déclaration séparée sur les brevets pharmaceutiques, exempté de toute parenthèse depuis le matin. « Nous convenons que l'Accord sur les ADPIC n'empêche pas et ne devrait pas empêcher les membres de prendre des mesures pour protéger la santé publi-

que », affirme le document, en citant des « problèmes de santé » comme le sida et le VIH, la tuberculose et la malaria.

Cette déclaration donne à chaque membre de l'OMC le droit d'accorder des licences pour la fabrication de médicaments génériques.

L'industrie pharmaceutique craint que les pays en voie de développement (PVD) n'utilisent cette flexibilité pour faire fi des brevets pharmaceutiques.

« Franchement, si les pays se lançaient trop *agressive-ment* (dans la fabrication de génériques) après un certain temps, qui voudrait encore faire de la recherche sur le sida ou sur n'importe quel médicament en sachant que les revenus de ce médicament seront affectés par ces pays ? » demande Havey Bale, directeur général de la Fédération internationale de l'industrie du médicament.

Le texte précise même que l'accord sur la propriété intellectuelle doit participer à l'effort national et international contre les pandémies, ce qui, pour l'OMC, constitue une avancée hors de son fonds de commerce habituel, où les préoccupations se chiffrent plus souvent en dollars qu'en vies humaines.

Mais certains disent que l'accord ne résout pas le problème de l'accès aux médicaments génériques pour les pays qui ne sont pas capables de les fabriquer eux-mêmes. « Ces traitements qui sont ou seront protégés par des brevets dans les pays dotés d'une industrie générique locale significative, comme le Brésil et l'Inde, pourraient être exportés dans les pays les plus pauvres. Mais à cause de l'opposition des pays riches, la rencontre de Doha n'a fourni aucune garantie que de tels gestes sont permis », dénonce Act-Up Paris, un organisme de défense des populations touchées par le sida.

Rien n'est joué

Bien après minuit, il subsistait encore des divergences importantes aux chapitres de l'investissement et de la concurrence, des mesures antidumping, de l'environnement et des textiles.

« Durant toutes les années où j'ai suivi ces négociations, je n'en ai jamais vu une qui ne se soit pas terminée à 5 h du matin. Les gens ne mettent pas leur dernière carte ou leur plus importante carte sur la table avant la toute dernière minute », commentait peu avant minuit le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew.

Dans deux jours, ce sera le début du ramadan. Ici, les puristes disent que l'heure exacte du début du jeûne correspond au moment où un fil noir et un fil blanc suspendus côte-à-côte semblent être de la même couleur. C'est là tout l'art de la négociation : jeter un éclairage nouveau sur des positions extrêmes jusqu'à ce qu'elles apparaissent similaires, donc compatibles.

cyberpresse.ca D'autres textes et analyses à :
www.cyberpresse.ca/omc

Les forfaits parfaits d'automne!



Forfait «P'tites folies»

À partir de **49 \$/personne** par nuit
occupation double • Petit déjeuner • Service compris

Forfait «Faites-vous dorloter»

À partir de **104 \$/personne** par nuit
occupation double • Petit déjeuner • Service compris
et
Deux heures de soins
Enveloppe du dos aux algues • Massage • Pressothérapie • Sauna et bain tourbillon

Ces offres sont valables du 21 octobre au 21 décembre 2001. Sur réservation et selon disponibilité. Aucune autre offre promotionnelle ne pourra être jumelée à cette offre.



HÔTEL LE CHANTECLER

1 800 363-2420
www.lechantecler.com

Sainte-Adèle, Québec • Autoroute 15 nord, Sortie 67

Jamais 255 chevaux n'auront été aussi bien dressés.



PDFS 39 500 \$*

les routes en chemins doux et gracieux. Dotée d'un moteur DACT avec réglage de la distribution variable en continu, elle vous fera filer sur la route en tout confort. Une évidence quand on connaît ses attributs :

La nouvelle I35 Bien qu'elle renferme de la puissance à revendre, la nouvelle I35 2002 d'Infiniti est dressée pour transformer

• Moteur VQ de 3,5 litres de 255 chevaux, détenteur de prix qui le range dans la classe internationale • Plus de 100 caractéristiques très bien pensées, incluant un spacieux intérieur en cuir « Sojourner », autochangeur de 6 disques compacts dans la planche de bord et jantes en alliage de 17 po • Garantie parmi les meilleures de l'industrie • Expérience après-vente inégalée • Qui a dit que puissance et raffinement ne pouvaient aller de pair ? **ConduisezInfiniti.com**

INFINITI LAVAL
305, boul. Saint-Martin E., Laval (514) 382-8550

*PDFS pour le nouveau modèle de luxe I35 2002 d'Infiniti. Taxes, assurance, immatriculation, frais de transport et de préparation en sus. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix.

SOPHIE COUSINEAU > LE MONDE DES AFFAIRES

scousine@lapresse.ca

Les beaux restes de chez Pauline

Il y a de ces soupers qui sont tellement copieux et riches que les restes font d'excellents repas. Et non, je ne parle pas d'« économie familiale » et de dinde de Noël...

Il y a deux semaines, la ministre des Finances Pauline Marois a dévoilé son budget au centre de foires Expo-Cité de Québec, dans une immense salle où s'enlignaient de longues tables drapées de nappes blanches, tel un grand banquet. Ce budget était généreux sinon en baisses d'impôt, du moins en investissements publics.

Des dizaines de journalistes ont passé la journée à le dépecer. Mais même les reporters les plus rompus à la lecture rapide ne peuvent parcourir chaque ligne de cette pile de documents tout en tapant leurs textes et en écoutant d'une oreille les commentaires de l'opposition. En feuilletant ces textes peu avant une rencontre avec la ministre Marois, je suis tombée par hasard sur quelques bons morceaux, qui touchent les sociétés Hyperchip et Wilco.

Si vous avez lu les reportages sur le budget, vous savez déjà que le gouvernement a doublé sur deux ans la valeur du Fonds pour l'accroissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE). Ainsi, ce programme, le principal outil du gouvernement pour susciter des investissements, dispose maintenant d'une enveloppe de 700 millions de dollars. Or, dans son « Discours sur le budget », la ministre Marois expliquait que cet enrichissement « permet d'enclencher immédiatement plusieurs projets majeurs », dont certains sont identifiés en primeur.

Le plus important de ceux-ci, c'est

l'« expansion de Hyperchip », un investissement de 131 millions de dollars à Montréal. Ce projet est d'autant plus intéressant qu'il est piloté par un concepteur d'équipement de télécommunications, une industrie sinistrée depuis l'éclatement de la

bulle des technos.

Le porte-parole de cette entreprise montréalaise, Alain Bourget, s'est toutefois montré hésitant à discuter du projet, dont l'annonce officielle sera faite d'ici quelques semaines. C'est que tous les fils du financement de ce projet de 131 millions, auquel Québec versera une somme encore gardée secrète, ne sont pas attachés. En effet, les actionnaires de Hyperchip, des fonds de capital-risque pour la plupart, sont invités à augmenter leur mise.

Il ne s'agit pas d'une « expansion » physique, puisque l'entreprise vient de quitter le Vieux-Montréal pour emménager dans de nouveaux locaux, boulevard René-Lévesque. Il s'agit en fait de la somme que l'entreprise consacra au développement de son produit vedette, un routeur, dont la production, confiée à des sous-traitants comme IBM, devrait commencer d'ici un an. Les routeurs permettent aux compagnies de téléphonie et aux sociétés Internet de désengorger la Toile en acheminant des quantités d'informations astronomiques.

Pourquoi investir dans le développement d'un produit que les clients n'ont plus les moyens d'acheter ? Hyperchip est



POUR RETROUVER
LES TEXTES DES CHRONIQUEURS
www.cyberpresse.ca/chroniqueurs

convaincue que ses routeurs, qui se détaillent plus de 3 millions de dollars pièce, arriveront sur le marché au moment où l'industrie des télécoms connaîtra une reprise. Voilà pourquoi l'entreprise cofondée en 1997 par Richard Norman, un jeune

Américain attiré ici par le bassin d'ingénieurs qualifiés, s'attend à quadrupler la taille de son effectif, à 1000 employés, d'ici 2005. Revenus projetés ? Un milliard de dollars par année, rien de moins. Faudra voir.

Autre projet : l'agrandissement de Wilco, un imprimeur spécialisé de Candiac, au sud-ouest de Montréal. Cette entreprise de 190 employés, fondée en 1964 par le père du président Pierre Beaudoin, fabrique des emballages pour petits pots de crème, parfums et teintures à cheveux, ces dernières exigeant une reproduction de la couleur très fidèle. Cette filiale du Groupe Cartem Wilco inc., qui compte plus de 25 millions en revenus annuels, d'après le répertoire des entreprises du CRIQ, y consacra 18 millions. Tous les détails du projet seront dévoilés en conférence de presse lundi prochain, a indiqué Patricia Kennedy, adjointe du président, sans souffler un mot de plus.

■ ■ ■

Il y a une autre mesure qui n'a pas fait grand

bruit, mais qui annonce une petite révolution. Son impact ne se mesure pas par les emplois créés ni par les millions investis, mais par les maux de tête épargnés.

Les PME dont la charge d'impôt provinciale est inférieure à 1000 \$ par mois n'ont plus à remplir un formulaire et à faire un chèque au fisc tous les mois ; elles peuvent le faire tous les trois mois. Contrairement au report temporaire des acomptes provisionnels d'impôt et de taxe sur le capital pour les PME, autorisé par Québec pour le dernier trimestre de 2001, cette mesure est permanente. Comme 100 000 entreprises québécoises se trouvent dans cette situation, cela signifie 800 000 formulaires de moins à administrer par année.

Les experts de la comptabilité kafkaïenne se souviendront que le Groupe-conseil sur l'allégement réglementaire, présidé par Bernard Lemaire, avait calculé que 20 ministères et organismes du Québec imposaient 17 millions de formalités en 1998-1999. Cette seule décision représenterait donc une réduction de 5 % de la paperasse.

Ce n'est pas encore la réponse officielle du gouvernement aux 44 recommandations du Groupe, contenues dans un rapport déposé il y a six mois. Ni la décision, par le premier ministre Bernard Landry, de nommer un nouveau comité pour poursuivre le travail du premier, maintenant dissous. Mais c'est déjà un bon début.

Nouveau président chez GM-Amérique du Nord

Presse Canadienne

DETROIT — Un cadre de General Motors (GM) vient d'être nommé président de la compagnie pour l'Amérique du Nord.

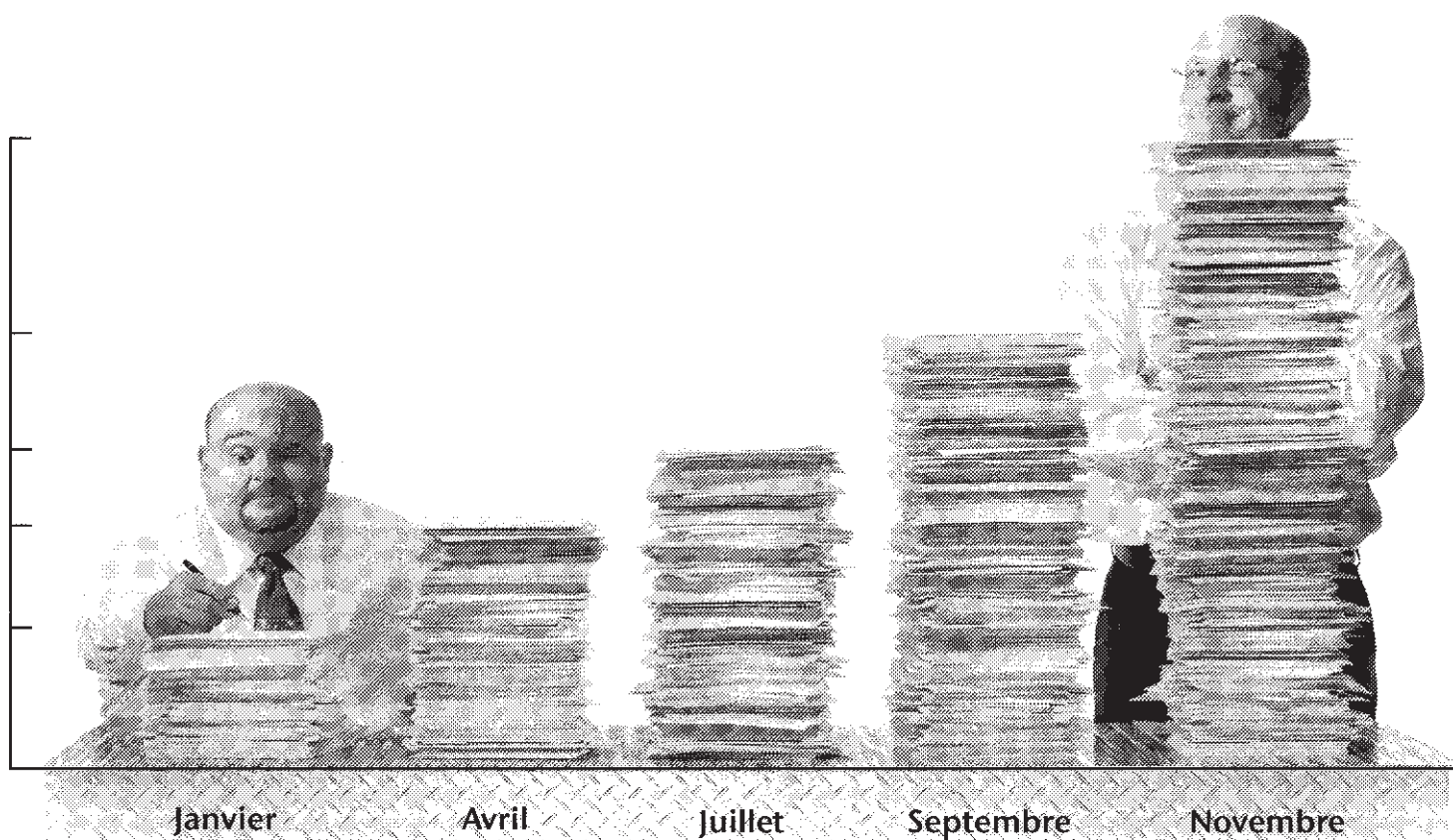
Il s'agit de Robert Lutz qui était jusqu'à maintenant responsable de la production. M. Lutz succède à Ron Zanella qui a quitté son poste pour devenir président-directeur général du groupe Bausch & Lomb de Rochester, dans l'État de New York.

Le constructeur automobile a aussi annoncé la nomination de Gary Cowger à la direction de la production nord-américaine.

Van Houtte révisé ses profits

VAN HOUTTE a enregistré un bénéfice net de 4,5 millions de dollars durant le deuxième trimestre, ce qui représente une hausse de 5,1 % par rapport aux 4,3 millions de l'exercice précédent. Malgré cela, la direction de Van Houtte a choisi de revoir à la baisse ses prévisions de profits pour l'année en cours, en raison de l'impact négatif des attentats terroristes de New York et de Washington le 11 septembre.

Les ventes du trimestre terminé le 13 octobre ont crû de 12,7 % pour atteindre 68,5 millions. Pour le premier semestre de l'exercice, le bénéfice net se chiffre à 11,6 millions, soit 15,2 % de plus qu'au premier semestre de l'exercice précédent. L'impact négatif des attentats sur les ventes du secteur de la pause-café de l'entreprise est estimé à environ un million, dont environ 150 000 \$ US pour la seule succursale de Manhattan, la plus importante succursale de pause-café de Van Houtte aux États-Unis. Dans ces circonstances, la direction de Van Houtte juge préférable de réduire de moitié (de 20 % à 10 %) son objectif de croissance du bénéfice net pour l'exercice 2002.



Un nouveau forfait qui s'ajuste à votre croissance.

Forfait Mon entreprise

- 200 minutes d'appels locaux
- + 20 appels illimités à un même numéro de téléphone

200
minutes
30\$/mois

+

Blocs de temps à 10 ¢ la minute à ajouter selon vos besoins

250 minutes **25\$** **500** minutes **50\$** **1000** minutes **100\$** **2000** minutes **200\$**



Visitez un magasin Espace Bell ou Bell Mobilité
1 866 371-9745 ou www.bell.ca/monentreprise

Les clients actuels de Bell Mobilité peuvent aussi profiter de ce nouveau forfait.

Offre sujette à modifications sans préavis et ne peut être jumelée à aucune autre offre. Certaines conditions s'appliquent. Les minutes comprises dans ce forfait servent à faire des appels locaux, en tout temps, partout au Canada. Les frais d'interurbain sont en sus. Des taxes, des frais d'accès au réseau, d'interurbain, d'itinérance et d'activation peuvent s'appliquer. Le téléphone mobile n'est pas compris dans le prix du forfait. Vous pouvez faire en tout temps 20 appels locaux illimités par mois à un numéro local désigné de votre choix. Tous droits réservés.



Anjou

Galerias d'Anjou

(514) 353-0257

Brossard

Mall Champlain

(450) 465-8759

Châteauguay

Centre régional Châteauguay

(450) 691-7665

Coaticook

18, rue du Manège

Pl. J.R. Lefebvre

(819) 849-9997

Cowansville

175, rue Principale

(450) 263-4444

Delson

5, route 132

(450) 635-9999

Dollard-des-Ormeaux

3352, boul. des Sources

(514) 684-6846

3699, boul. St-Jean

(514) 626-8888

Dorion-Vaudreuil

84, boul. Harwood

(450) 424-1416

Drummondville

2265, boul. St-Joseph

(819) 478-5178

Promenades Drummondville

(819) 474-4433

Gatineau

Promenades de l'Outaouais

(819) 246-2355

Granby

Promenades de Granby

(450) 777-4058

Hull

Galerias de Hull

(819) 771-2716

Joliette

Les Galerias Joliette

(450) 755-5533

LaSalle

Carrefour Angrignon

(514) 364-3071

Laval

1655, boul. St-Martin Ouest

(450) 680-1010

Carrefour Laval

(450) 681-3344

Carrefour Laval (kiosque)

(450) 978-7133

Centre Laval

(450) 680-2355

Longueuil

Place Longueuil

(450) 679-4558

Montréal

5187, avenue Papineau

(514) 526-2020

892, rue Ste-Catherine Ouest

(514) 866-6686

Centre Eaton

(514) 288-8436

Centre Rockland

(514) 340-1269

Place Alexis-Nihon

(514) 939-2439

Place Dupuis

(514) 844-1313

Place Versailles

(514) 353-8847

Plaza Côte-des-Neiges

(514) 342-5444

Tour Jean-Talon

(Rue-de-chaussée)

(514) 270-1155

Montréal-Nord

Place Bourassa

(514) 322-3202

Pointe-aux-Trembles

12530, rue Sherbrooke Est

(514) 645-4455

Pointe-Claire

Fairview Pointe-Claire

(514) 630-4992

Repentigny

309, rue Notre-Dame

(450) 385-4455

Les Galerias Rive-Nord

(450) 657-4455

Rosemère

232, boul. Curé-Labelle

(450) 979-3838

Place Rosemère

(450) 435-0024

Salaberry-de-Valleyfield

Centre commercial

Valleyfield

(450) 377-1256

Sherbrooke

2700, rue King Ouest

(819) 823-9994

Carrefour de l'Estrie

(819) 565-1605

St-Bruno-de-Montarville

Les Promenades St-Bruno

(450) 441-1532

Ste-Agathe-des-Monts

80A, boul. Morin

(819) 321-0265

St-Eustache

Place St-Eustache

(450) 623-8500

St-Hubert

5190, boul. Cousineau

(450) 676-9919

3879, boul. Taschereau

(450) 926-2020

St-Hyacinthe

Galerias St-Hyacinthe

(450) 778-1749

St-Jean-sur-Richelieu

391, boul. Séminaire Nord

(450) 348-5210

Carrefour Richelieu

(450) 349-4400

St-Jérôme

Le Carrefour du Nord

(450) 431-3926

St-Jovite

517, rue Ouimet

(819) 681-0404

St-Laurent

La Place Vertu

(514) 335-2355

St-Léonard

6050, boul. Métropolitain Est

(514) 257-9292

4880, boul. Métropolitain Est

(514) 729-2020

Centre Le Boulevard

(514) 376-2288

Terrebonne

Les Galerias Terrebonne

(450) 964-7985

Trois-Rivières

5691, boul. Jean-XXIII

(819) 376-6849

Les Rivières

(819) 691-0482

Victoriaville

567, boul. Bois-Francis Sud

(819) 357-7777

FUTURESHOP STEREO

Humana

Aussi disponible chez

les agents autorisés

et dépositaires Bell Mobilité.

Demandez une subvention pouvant atteindre 400 \$ par an pour les études de votre enfant

Appelez un représentant d'Altamira et demandez notre trousse des REEE.

C'est gratuit.

1-800-361-2354

Altamira
altamira.com

S'il n'en tient qu'à Paul Martin, les pays pauvres pourront faire faillite



GILLES TOUPIN
GRAND ANGLE

OTTAWA — Le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, tentera de convaincre ses collègues du Groupe des 20 en fin de semaine que le temps est venu de repenser le système financier international et de créer un mécanisme qui permettra aux pays qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur dette de déclarer faillite.

Dans une entrevue à *La Presse*, celui qui est aussi président du G20 estime que le temps des paroles est terminé, que le néolibéralisme et sa trinité déréglementation-libéralisation-privatisation ne sauraient à eux seuls régler tous les maux de l'humanité. Il faut que les États, d'abord ceux du G20, passent aux actes et prennent les moyens d'arrêter la croissance de la pauvreté sur la planète. « Il faut trouver une meilleure façon, affirme Paul Martin, pour que les États-nations se gouvernent mieux sur la scène internationale. Si quelqu'un doutait avant le 11 septembre que le monde est petit, il n'en doute certainement plus maintenant. C'est pourquoi je pense que les solutions à l'instabilité générale et aux problèmes économiques passent par la résolution du problème de la pauvreté dans le tiers-monde. »

Nouvel ordre économique

La rencontre du week-end prochain tentera ainsi de poser les jalons d'un nouvel ordre économique mondial, explique le président du G20. Outre, évidemment, le plan d'action que les ministres des Finances et les gouverneurs des banques nationales mettront au point afin de contrer le financement du terrorisme, la rencontre d'Ottawa portera aussi sur la vaste question de la « sécurité économique ». « Après la création du G20 en 1997, raconte Paul Martin, j'ai dit qu'il ne fallait pas seulement regarder les problèmes économiques. Il fallait se pencher aussi sur les problèmes sociaux. Nous avions déjà le *consensus de Washington* qui disait que la réponse aux problèmes de la pauvreté résidait dans le développement économique. Mais nous avions aussi plusieurs pays, comme le Canada, qui disaient que ce n'était pas simplement la croissance économique qui réglerait tout, mais qu'il fallait aussi du développement social. Au G20, il faut sortir du consensus de Washington, il faut aller au-delà de ce consensus. Il faut procéder sur deux voies parallèles, celle du développement social et celle de la croissance économique. C'est cela qui est devenu

QU'EST-CE QUE LE G20?

Après la faillite des systèmes bancaires asiatiques, Paul Martin et ses collègues ministres des Finances du Groupe des sept principaux pays industrialisés décidèrent, le 25 septembre 1999, d'inviter à une table élargie les pays émergents afin qu'ils prennent part à l'élaboration de solutions aux crises financières internationales. Ce fut la naissance du G20, un groupe assez petit pour permettre le dialogue informel entre les pays importants sur le plan systémique, dans le cadre du système institutionnel qui a résulté de la Conférence de Bretton Woods (création du Fonds monétaire international).

Les pays membres du G20	PIB par habitant (\$US)	Taux de chômage
Afrique du Sud	2866\$	35%
Allemagne	22 826\$	7,9%
Arabie Saoudite	8453\$	n.d.
Argentine	7778\$	14,7%
Australie	19 775\$	6,4%
Brésil	3360\$	7,1%
Canada	23 108\$	6,8%
Chine	855\$	3,1%
Corée du Sud	9697\$	4,1%
États-Unis	35 069\$	4,0%
France	22319\$	9,5%
Inde	474\$	n.d.
Indonésie	723\$	6,1%
Italie	19 029\$	10,6%
Japon	37 528\$	4,7%
Mexique	5693\$	2,2%
Royaume-Uni	23 844\$	5,5%
Russie	1720\$	9,7%
Turquie	2885\$	6,6%

L'Union européenne
Présidence de l'Union européenne (la Belgique présentement)
Banque centrale européenne

Les Institutions de Bretton Woods
Fonds monétaire international (FMI)
Comité monétaire et financier du FMI
Banque mondiale
Comité de développement du FMI et de la Banque mondiale

le *consensus de Montréal*. C'est ça maintenant l'objectif de la réunion d'Ottawa : mettre en place le consensus de Montréal. »

L'urgence de la situation, confie aussi M. Martin, a rendu impérieuse cette réunion qui, à l'origine, devait être tenue à New Delhi, mais qui, en raison des événements du 11 septembre, a été annulée. La réunion d'Ottawa est aussi, a estimé le ministre, l'expression de « notre détermination à ne pas céder au chantage des terroristes ».

L'idée fait son chemin

L'idée de permettre aux pays en difficulté de faire faillite est intimement liée, selon Paul Martin, à la nécessité d'une réforme des institutions internationales de Bretton Woods, c'est-à-dire la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Ces institutions, en imposant des programmes d'ajustement structurel, ont contribué à maintenir les populations des pays en voie de développement dans la pauvreté, en particulier en contraignant des nations durement touchées à rembourser leurs dettes nationales.

« Depuis très longtemps, affirme le président du G20, je préconise

un mécanisme qui permettrait aux pays endettés qui ne peuvent plus rembourser de déclarer faillite. Il faut, à l'échelle mondiale, avoir un mécanisme comparable à la loi de la faillite au Canada. Regardez ce qui se passe en Argentine ; ils ne peuvent pas se sortir de leurs problèmes parce que ce mécanisme n'existe pas. » Paul Martin affirme que s'il y a eu à l'origine beaucoup d'opposition à cette idée, la situation est en train de changer. « Maintenant, les Américains sont d'accord, affirme-t-il. L'idée a fait beaucoup de chemin. »

M. Martin pense que les institutions prêteuses doivent désormais assumer le risque. « Lorsque les pays pauvres empruntent, commente-t-il, et que les prêteurs prêtent à des taux d'intérêt énormes, je considère qu'ils doivent prendre la responsabilité du risque, justement en raison de l'énormité de ces taux d'intérêt. C'est ridicule de dire à un pays pauvre de payer et de lui dire qu'il devra nous rembourser le double de son prêt en taux d'intérêt. »

Le marché libre

Le ministre Martin ne voit pas pourquoi ce qui se fait au niveau



Photo MARTIN C. CHAMBERLAND, La Presse ©

Paul Martin, ministre fédéral des Finances : « Il sera impossible d'avoir la sécurité en Amérique du Nord si nous demeurons les seules populations en croissance et que les autres deviennent de plus en plus pauvres. Éventuellement, la situation va exploser. Nous avons tout à gagner dans le partage. Nous n'avons rien à perdre. »

intérieur des pays riches ne pourrait se faire à l'échelle internationale. Il ne comprend pas pourquoi on permet à une compagnie de faire faillite dans un pays comme le Canada et qu'on ne fasse pas la même chose lorsqu'il s'agit d'un pays plongé dans la misère.

« Je crois au marché libre, dit-il. Mais pour que ce marché libre fonctionne, nous avons mis en place une réglementation des banques, une loi de la faillite, etc. Nous avons aussi cru qu'il fallait donner l'éducation universelle à nos citoyens et aussi un bon système de santé. Tout cela mis ensemble fait que le marché fonctionne chez nous. Alors pourquoi refuserions-nous de faire la même chose au plan international ? C'est ridicule. Je préfère permettre à une compagnie de faire faillite chez nous plutôt que de la mettre à la poubelle. Comme ça, elle continuera à créer des emplois et à donner des services. Pourquoi ne pourrions-nous pas faire la même chose avec les pays pauvres ? »

Changement des mentalités

La réforme des institutions internationales passe aussi par un changement des mentalités, estime M. Martin. « Je pense, dit-il, qu'il y en

a beaucoup qui sont encore emboûrés dans la mentalité d'après la Deuxième Guerre. Ils ne comprennent pas que le monde a changé. »

Il n'est plus question pour les institutions internationales de dire aux pays pauvres comment gérer leurs politiques sociales, ajoute le président du G20. « Cela fait partie des réformes des institutions, déclare-t-il. Il y a ce qu'on appelle la *résolution de Dakar* qui dit que chaque pays devra mettre en place un système qui garantisse au moins une éducation primaire à sa population. Je dis que ce n'est pas à la Banque mondiale de dicter les politiques sociales des pays, ce n'est pas à un bureaucrate de Washington de dicter à un pays souverain comment ce pays parviendra à atteindre ses objectifs. »

La réunion de la fin de semaine est ainsi capitale, affirme Paul Martin. « Il sera impossible d'avoir la sécurité en Amérique du Nord, conclut le ministre, si nous demeurons les seules populations en croissance et que les autres deviennent de plus en plus pauvres. Éventuellement, la situation va exploser. Nous avons tout à gagner dans le partage. Nous n'avons rien à perdre. »

Remise d'une bourse de la Fondation Armand-Frappier commanditée par Power Corporation



De gauche à droite : M. Michel Sylvestre, directeur de recherche, M. Luc Reny, adjoint au président et co-chef de la direction, Power Corporation, M. Rémi Desaulniers, inscrit au programme de maîtrise en microbiologie appliquée qui reçoit une bourse de 11 400 \$, M. Sinh LeQuoc, directeur scientifique de l'INRS et M. Clément Joly, président de la Fondation Armand-Frappier.

3003695

AFFAIRES 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A VENDRE: A) Grand terrain plat commercial 1 000 000 pi. car zoné pour bâtisse de grande superficie + terrain zoné résidentiel 700 000' car., succession. B) Développement domiciliaire 750 000' car à vendre 10 000\$ + arrérages de taxes. Info (514) 899-8603.

CIE DE DISQUES et de promotions, déjà établie et en pleine expansion, recherche un(e) ou des partenaires d'affaires silencieux. Montant minimal demandé \$200 000 \$. Inf. 1-888-977-2216 (Serge Rossignol)

CONDOS NEUFS, à vendre avec revenus garantis 21 000 \$/an. Site unique, très bon investissement. 192 000 \$. 514-944-3394 #209

INVESTISSEURS DEMANDÉS pour ouverture d'une nouvelle discothèque. Location de choix. Opportunité incroyable. Investissement à court terme. Revenu élevé. Gens sérieux seulement. Appeler Mike au 514-806-6838.

714 FRANCHISES

DEJEUNER-DÎNER COCOS
Nouvelle franchise dans le domaine du déjeuner. 2 succursales existantes, franchise Vieux-Montréal à vendre. Ventes projetées 600 000 \$. Prix: 225 000 \$. Clé en main, incluant frais de franchise. Inf.: M. BLANCHARD, 514-992-5731

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

\$\$\$ VOUS AVEZ BESOIN D'ARGENT ?
Conditions : posséder REÉR, CRI, FRV, fonds de pension d'ex-employeur. 10 000\$ et plus. CONFIDENTIEL et RAPIDE (514) 923-6628

1RE-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

1re et 2e hypothèque Balance de vente
Financement intérimaire
ACE MORTGAGE CORP.
(514) 731-8585 "agent protégé"

A-1 RÉPARATION DE CRÉDIT
Nous réparons les rapports de crédits.
100% de garantie. 1-877-319-7459 ext. 37

AI BESOIN 200 000 \$, 2è hyp. Paierais prime cash. Très bonne garantie. 514-592-2303

AVIS 800

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

HELLER FINANCIAL CANADA LTD
Avis est donné, par les présentes, que le ministre des Finances a accordé le 29e jour d'août 2001, un permis à Heller Financial Canada Ltd, en vertu de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements. L'adresse du bureau principal de la société au Québec est le 600, rue de la Gauchetière ouest, bureau 2400, Montréal (Québec) H3B 4L8. L'agent principal de la société aux fins de recevoir les significations de toutes actions et procédures exercées contre elle au Québec est : Desjardins Ducharme Stein Monast, s.e.n.c., 600, rue de la Gauchetière ouest, bureau 2400, Montréal (Québec) H3B 4L8, à l'attention de Me Dominique Bélie. Montréal, le 12 octobre 2001.
Les procureurs,
Desjardins Ducharme Stein Monast, s.e.n.c.

Star Choice crée 174 emplois dans un centre d'appels

LAURIER CLOUTIER

Star Choice, filiale de Shaw Communications, va créer 174 emplois dans un centre d'appels de 8,3 millions de dollars, à Saint-Laurent, grâce à l'aide de 780 000 \$ d'investissement Québec.

En forte croissance, cinq ans après sa formation, le fournisseur de services de télévision par satellite compte 130 000 abonnés au Québec, nombre qui devrait rapidement doubler. Brad Shaw, vice-président principal à l'exploitation de Star Choice, prévoit du moins que la clientèle grimpera de 650 000 à « un million de foyers canadiens d'ici trois ans, dont de 20 à 25 % au Québec. D'où la décision de créer un centre d'appels local ».

2000 postes à combler

Le directeur de ce nouveau centre d'appels, Charles Provost, vient de trouver 160 de ses 174 candi-



Charles Lebeuf, directeur du marketing de Star Choice au Québec, Rita Dionne-Marsolais, présidente de la Commission des finances publiques du Québec, et Brad Shaw, vice-président principal à l'exploitation de Star Choice.

dates, mais Rita Dionne-Marsolais, présidente de la Commission des finances publiques du Québec, souligne que 2000 postes restent toujours à combler dans les centres d'appels.

Par son programme d'appui, Québec a contribué à la création de 17 000 emplois dans 84 centres d'appels depuis 1997. La concurrence est vive, aux États-Unis et ailleurs au Canada, mais le Québec

a « beaucoup d'attraits, déclare M^{me} Dionne-Marsolais. On parle plus de 80 langues à Montréal, qui est aussi la ville la plus bilingue en Amérique du Nord. Les coûts d'exploitation des centres d'appels au Québec sont de 42 % inférieurs à ceux de 12 villes américaines concurrentes, selon une étude de 1998 des comptables KPMG ».

La contribution d'Investissement Québec s'élève à 4500 \$ par emploi sur deux ans, à condition que Star Choice maintienne son effectif d'employés durant cinq ans, précise la porte-parole, Gaétane Vincent. Pour chaque dollar investi, les retombées fiscales atteignent 1,86 \$, souligne M^{me} Dionne-Marsolais. Le demande de main-d'œuvre augmente de 20 % par année dans les centres d'appels. Dans cinq collèges, Québec forme des candidats qui trouvent du travail dans plus de 90 % des cas.

Star Choice occupe « le cinquième ou le sixième rang dans le marché », selon Charles Lebeuf, directeur du marketing, derrière les câblodiffuseurs, dont Rogers (plus de 2,5 millions d'abonnés) et Vidéotron. La compagnie augmente sa clientèle de 150 000 à 200 000

personnes par année, mais trouve « difficile » de se situer par rapport à l'autre fournisseur de télé numérique, Bell Expressvu. Quant à Look, il a obtenu du tribunal le prolongement de la protection contre ses créanciers jusqu'au 30 novembre.

Avec la campagne de publicité « La liberté », dans laquelle figure le comédien Luc Guérin, Star Choice vient de lancer une offensive musclée. L'aide de Québec a été « essentielle » pour investir, affirme Brad Shaw.

La compagnie veut faire du centre d'appels « un modèle », qui pourra traiter 4500 requêtes d'abonnés par jour, même la nuit et le week-end, déclare Charles Lebeuf. La firme compte sur deux satellites, une antenne parabolique ovale et l'équipement du leader Motorola.

Le câble occupant le marché urbain, Star Choice a d'abord sollicité les milieux ruraux, mais arrive en ville en force. Les cotes d'écoute des chaînes spécialisées et de RDI augmentent fortement, mais Brad Shaw n'a pas encore terminé son analyse de l'impact des événements du 11 septembre sur Star Choice.

Computershare créera 300 emplois dans la zone de commerce électronique

MARIE TISON
Presse Canadienne

COMPUTERSHARE sera la première entreprise à s'installer dans la nouvelle zone de commerce électronique du centre-ville de Montréal, a-t-on annoncé hier.

Elle créera ainsi 300 emplois, qui s'ajouteront aux 200 qu'elle compte déjà dans la métropole québécoise.

L'entreprise d'origine australienne, spécialisée dans les services à l'industrie des valeurs mobilières, installera son nouveau centre de communications avec les clients dans l'édifice Eaton, qui appartient à Ivanhoe-Cambridge, une filiale la Caisse de dépôt et placement du Québec.

La zone de commerce électronique est un nouveau programme annoncé par la ministre des Finances, Pauline Marois, dans son dernier budget. Ce programme s'ajoute au programme de la Cité du commerce électronique, un complexe d'immeubles de bureaux dont la taille sera réduite de moitié.

Les entreprises actives dans le domaine des affaires électroniques qui s'installeront dans la Cité du commerce électronique auront droit à un crédit d'impôt remboursable

représentant 35 % du salaire des nouveaux employés pendant une période de 10 ans.

Les entreprises actives dans le domaine des affaires électroniques qui s'installeront dans la zone de commerce électronique, soit tout le centre-ville de Montréal, auront droit à un crédit d'impôt remboursable représentant 35 % du salaire des nouveaux employés pendant une période de cinq ans seulement. Contrairement à la Cité du commerce électronique, ce nouveau programme accueillera également les centres de haute technologie de communications avec les clients, comme celui de Computershare.

Programme

La ministre Marois a cependant affirmé que le gouvernement québécois n'avait pas créé ce nouveau programme spécifiquement pour accommoder Computershare.

« À la fin du printemps, j'avais indiqué que nous étions à évaluer l'ensemble nos mesures, a déclaré M^{me} Marois en conférence de presse hier. Ce n'est pas juste une entreprise, mais c'est l'ensemble de l'industrie et la situation économique en général qui nous a amenés à proposer des changements. »

Elle a indiqué que le gouvernement avait également consulté

l'Institut de développement urbain du Québec, une organisation qui regroupe les propriétaires, promoteurs et gestionnaires d'immeubles de bureaux, de centres commerciaux et de complexes industriels.

Les membres de l'Institut avaient dénoncé le fait que le gouvernement limite son aide aux locataires de quelques immeubles particuliers.

Le président et chef de la direction de la Société de fiducie Computershare du Canada, Russ Waterhouse, a indiqué que l'entreprise avait évalué les avantages de ses autres sites au Canada, soit Vancouver, Calgary et Toronto, avant de choisir Montréal comme site de son centre de communications. Il a notamment fait valoir que Computershare aura accès à du personnel qualifié et bilingue et aux toutes dernières innovations en matière de technologie.

« Montréal a toujours été un candidat sérieux pour ces raisons, mais, avec le nouveau programme, la décision a été plus facile à prendre », a-t-il déclaré.

Computershare est entrée sur le marché canadien en 2000 avec l'acquisition des activités de transfert de titres de la société Montréal Trust et de la société de fiducie de la Banque de Montréal.

Versalys achète Gespro Technologies

HÉLÈNE BARIL

VERSALYS, la filiale de Telus qui se spécialise dans le service-conseil en informatique, vient d'élargir sa présence à Québec avec l'acquisition de Gespro Technologies.

Le montant de la transaction n'a pas été rendu public. L'acquisition ajoutera 15 millions de dollars au chiffre d'affaires de Versalys, qui atteindra 65 millions, a fait savoir hier son président, Luc Vilandré.

Versalys a acquis la presque totalité des activités de Gespro, à l'exception de quelques produits logiciels. L'entreprise fondée à Québec en 1984 emploie 160 personnes, dont la plus grande partie s'occupe de mandats gouvernementaux. Selon M. Vilandré, Telus sera en meilleure position pour offrir ses services aux gros clients gouvernementaux, comme la Commission de la santé et de la sécurité au travail qui traite déjà avec Gespro.

Il s'agit de la quatrième acquisition de Versalys depuis le début de ses activités en juin 2000. Gespro était la propriété de trois actionnaires principaux, d'un groupe d'employés et de deux firmes de capital-risque, le Fonds de solidarité et Innovatech. Toutes ces participations

ont été rachetées par Versalys, a fait savoir son président.

Les activités de Gespro seront graduellement intégrées à celles de Versalys, mais les employés en place ne doivent pas s'attendre à des changements importants. « Gespro est une compagnie en très bonne santé, dont nous garderons tous les employés », a dit Luc Vilandré.

Avec Gespro, l'effectif de Versalys atteindra 450 personnes. La grande majorité d'entre eux bénéficiera de l'aide accordée par le gouvernement du Québec au secteur des technologies de l'information. À peu près 70 %, avance Luc Vilandré. Versalys est une filiale du géant des télécommunications Telus, dont l'actionnaire principal est la firme américaine GTE. Telus a des revenus annuels de quelque 7 milliards de dollars et plus de 26 000 employés.

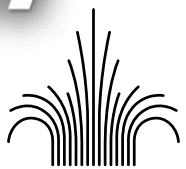
Le ralentissement économique actuel n'a pas encore affecté les activités des sociétés-conseils comme Versalys, dit Luc Vilandré. Au contraire, certaines spécialités comme la sécurité informatique font l'objet d'un intérêt accru chez la plupart des entreprises, dit-il.

Entrepreneurs, cadres et professionnels

ÂGÉS DE 40 ANS ET MOINS

DÉCOLLEZ!

12^e congrès



REGROUPEMENT
DES JEUNES GENS D'AFFAIRES
DU QUÉBEC

présenté par :



La Chambre
de commerce et d'industrie
de Laval

COMMISSION DES JEUNES

**LES 23, 24 et 25 NOVEMBRE 2001
AU COSMODÔME DE LAVAL**

Inscrivez-vous maintenant !

**Tél. : (450) 682-5255, poste 225
www.ccilaval.qc.ca/congres**

Canada Développement économique Canada Canada Economic Development

Canada

Recherche, Science
et Technologie
Québec

Canada Québec

Industrie
et Commerce
Québec

LAVAL

BDC

Raymond Chabot
Grant Thornton

Hydro Québec

Emploi Québec

Forum
économique
Laval

CD

Langlois Gaudreau
AVOCATS

BANQUE NATIONALE

La Presse

L'art de bien réussir son doctorat en administraton.

L'École de gestion John-Molson est l'une des rares écoles de commerce à être accréditée par la prestigieuse AACSB, qui reconnaît ainsi la qualité de la faculté, de sa recherche et de ses programmes. La mission de l'École de gestion John-Molson est d'aider les étudiants au doctorat à devenir des personnalités marquantes dans les domaines de l'éducation et la recherche et de pouvoir affronter les défis du monde des affaires en comptabilité, en finance, en management, en marketing, en prise de décisions ou en systèmes intégrés de gestion.

Appelez pour réserver une place à la séance d'informatin de votre choix. Toutes les disciplines académiques sont les bienvenues.

Tel: 514.848.4149

Séances d'information pour doctorat en administration:

1550, boul. De Maisonneuve Ouest

Lundi, novembre 19, 2001
GM 300-24

Mardi, 15 janvier, 2002
GM 403-2

Mercredi, 13 février, 2002
GM 403-2

Lundi, 11 mars, 2002
GM 403-2

Courriel : phdmsec@jmsb.concordia.ca

www.johnmolson.concordia.ca



Bella Galperin, étudiante
Doctorat en administration

École de gestion
John-Molson
Université Concordia



Depuis 1989 | Montréal : 514.389.8072 → Québec : 418.650.0620 → www.ccdi.ca

Vrai!

Vos projets sont de plus en plus complexes. Appelez-nous.

À l'ombre de vos succès, CCDI, les conseillers spécialisés dans l'art de maîtriser les projets.

@DI

Bombardier élimine 1100 emplois en Europe

d'après Presse Canadienne et Bloomberg News

Bombardier, le plus grand fabricant d'équipement ferroviaire au monde, a annoncé hier que deux usines de construction de trains en Allemagne et un centre de service en Angleterre fermeront leurs portes. Au total, 1100 emplois sont éliminés.

Les usines d'Ammendorf et de Vetschau, avec respectivement 850 et 110 employés en Allemagne, et celui de Doncaster (150 postes), au Royaume-Uni, fermeront au second semestre de 2002, a indiqué de Berlin le président de Bombardier Transport, Pierre Lortie.

Les quelque 1100 personnes concernées bénéficieront pour la plupart de l'offre d'un poste dans d'autres usines de leur pays, dans le cadre d'une consolidation des activités ferroviaires de Bombardier.

Les coûts « sont inclus dans une charge de restructuration » de 180 millions de dollars canadiens annoncée le 26 septembre, note l'entreprise, ou encore sont « compris dans l'équation d'acquisition d'Adtranz ». Le 1^{er} mai, le groupe canadien concluait l'achat, pour 1,1 milliard, de la division ferroviaire de DaimlerChrysler, et les mesures annoncées hier sont la conséquence de l'intégration d'Adtranz, explique M. Lortie.

L'industrie du transport en commun par rail, souligne la direction de Bombardier, demeure robuste et ces fermetures d'usines ne sont nullement la conséquence d'un ralentissement.

Selon M. Lortie, la consolidation va rendre Bombardier plus concurrentiel. La société a maintenant pour 20 milliards de commandes à satisfaire, surtout en Europe ; ce continent présente aussi la moitié du marché mondial du matériel ferroviaire.

Depuis le printemps, la valeur des commandes reçues est plus élevée que la somme de celles accordées séparément à Bombardier et Adtranz, à la même période l'an dernier. « Cette industrie est forte et notre position y devient plus forte, alors nous voyons l'avenir avec beaucoup de confiance », ajoute M. Lortie.

Malgré les fermetures en Allemagne, Bombardier compte augmenter le nombre de ses employés dans ce pays d'ici 2003, misant sur une hausse des exportations dans le marché européen. « La seule manière de prendre de l'expansion, a déclaré M. Lortie, c'est de devenir plus concurrentiel en Europe. »

Environ 25 % de la production allemande de Bombardier est exportée ; le président s'attend à une hausse de l'ordre de 35 % en 2003.

Récemment, Bombardier Transport a été retenu comme candidat privilégié pour deux gros contrats, un de la SNCF en France

et l'autre pour 1700 wagons de l'Underground, le métro londonien.

Quant à l'emploi, globalement, Pierre Lortie prévoit qu'il sera remonté aux niveaux actuels à la fin de l'an prochain.

Outre la fermeture des trois usines, le plan prévoit que des spécialités comme la fabrication de bogies, châssis et essieux seront concentrées en certains endroits, afin d'être plus performantes. Ceci favorisera des usines comme Derby, en Angleterre, ou Kalmar et Vsteras, en Suède.

Les activités d'équipement ferroviaire de Bombardier font travailler en tout 38 000 personnes, dont 25 000 dans 27 usines en Europe.

Bombardier a annoncé au mois d'août que son bénéfice net avait grimpé de 13 % au deuxième trimestre, alors que les ventes étaient en hausse de 44 %. Le bénéfice avant impôts et intérêts a augmenté de 4,5 %, un rythme de croissance que la compagnie croit être en mesure de maintenir.



Le président de Bombardier Transport, Pierre Lortie, n'avait pas de bonnes nouvelles à annoncer à Berlin.

Photo AFP

La Paresse

Le luxe de la paresse: la Lexus RX 300 2002 vous fait passer partout où vous le voulez... sans effort.

- Régulateur de traction aux 4 roues (TRAC)
- Système ABS avec 4 capteurs à 4 voies
- Sièges assistés et chauffants
- Garnitures en noyer

51 250\$* ou 5,8% en location**



À la conquête de la perfection.



Gabriel Lexus Toyota
3333, Côte de Liesse, St-Laurent
(514) 747-7777

Spinelli Lexus Toyota
561, boul. St-Joseph, Lachine
(514) 634-7171 1-800-352-6111

Vimont Lexus Toyota
255, boul. St-Martin Est, Laval
(450) 668-2710 1-800-625-3987

* PDFS pour une Lexus RX 300 2002, Édition Luxe: 51 250\$. Cette offre temporaire est disponible par l'entremise des concessionnaires Lexus participants sur approbation du crédit aux clients au détail admissibles seulement. Frais de transport et préparation, taxes, immatriculation et assurances en sus. **Taux de bail de 5,8%, pour les locations de 24 à 48 mois avec un dépôt remboursable de 5 000\$. Modèle illustré à titre indicatif seulement.

Lexus RX 300

La Presse

CARRIÈRES PROFESSIONS

cyberpresse.workopolis.com

Carrière dans les ventes

REPRÉSENTANT(E) EN PROSPECTION AU CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE

LE DÉFI

> Trouver de nouveaux clients parmi les expéditeurs de produits industriels et forestiers.

LES RESPONSABILITÉS

> En poste à Montréal, vous mettez à profit vos talents de vendeur ou de vendeuse pour aller chercher de nouveaux clients et leur offrir des solutions ingénieuses pour le transport de leurs produits. Vous serez l'unique contact des clients à toutes les étapes, de la prospection au service après-vente.

Si vous désirez relever ce défi, veuillez communiquer avec nous d'ici au 23 novembre, en rappelant le numéro de concours 2001-0233. Voici nos coordonnées :

desemploisdegénie@cpr.ca
Centre d'emplois du CFCP, bureau 500, 401 - 9th Avenue SW, Calgary (Alberta) T2P 4Z4
Télécopieur : (403) 319-6870
www.cpr.ca

CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE L'ingéniosité.

Le Chemin de fer Canadien Pacifique offre des chances d'embauche égales pour tous. La personne qui pose sa candidature à ce poste autorise les chefs de service et les agents de recrutement du CFCP à utiliser les renseignements personnels fournis dans la demande et consent à ce qu'on communique avec les personnes dont le nom est donné comme référence en vue d'évaluer son expérience et son aptitude à occuper l'emploi convoité.

Technmire Ltée est le chef de file dans la conception et la fabrication de machines à glissières multiples pour le moulage sous pression de composantes de haute précision.

En raison d'une croissance de la demande pour les présentes générations d'équipements et le développement de nouveaux produits, Technmire désire combler le poste suivant:



TECHNICIEN EN ÉLECTROMÉCANIQUE, RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

- Un poste en développement des systèmes de contrôle de la machine pour l'industrie du moulage sous pression du zinc, magnésium et autres matières;
- Expérience dans la conception électrique de machinerie industrielle et/ou automatisée et utilisation de logiciels AUTOCAD, WINDOWS NT, MS OFFICE et l'équipement d'ordinateur serait un atout;
- Éducation collégiale en électrodynamique, électronique ou équivalent requise.

Envoyez votre C.V. à l'attention du Département de l'Ingénierie des Systèmes:

Technmire Ltée
7535, M. B. Jodoin
Ville d'Anjou
Montréal, Québec H1J 2H9

Télécopieur: (514) 352-0028
Courriel: apollak@technmire.com
S.V.P. aucun appel téléphonique

3004802

SP La vie avec la sclérose en plaques.

Deux fois plus de femmes que d'hommes sont aux prises avec la sclérose en plaques.

SP Société canadienne de la sclérose en plaques
1800 268-7582 www.scleroseenplaques.ca

La Presse est actuellement à la recherche d'un(e) candidat(e) afin de combler le poste

Analyste contrôle Permanent Dynamique et autonome

LE POSTE :

Sous la supervision de l'adjoint au contrôleur analyse stratégique et processus d'affaires, l'analyste contrôle :

- s'assure de l'efficacité des processus de contrôle des risques d'affaires;
- développe les indicateurs de performance des activités stratégiques de l'entreprise;
- développe et maintient les modèles financiers et analyse les projets stratégiques;
- participe selon les besoins aux projets spéciaux de vérification et d'analyse financière (évaluation de processus d'affaires, analyse financière, fiscalité, comptabilité, etc.).

LES EXIGENCES :

Titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle en sciences comptables et d'un titre de CA, CGA, ou CMA.

Reconnu(e) pour votre esprit d'analyse, votre tact et vos qualités relationnelles, vous possédez un minimum de 3 années d'expérience en analyse de processus d'affaires et de contrôles internes de moyenne ou grande entreprise.

Une expérience en analyse financière est un atout important.

Une connaissance spécifique des principes de vérification financière et de comptabilité dans un environnement informatisé et une connaissance avancée de MS Office sont requises.

LA RÉMUNÉRATION :

Nous offrons un salaire concurrentiel et une gamme complète d'avantages sociaux.

Si vous êtes intéressé(e), faites nous parvenir votre CV avant le 23 novembre 2001 en indiquant le titre du poste, à l'adresse suivante :

La Presse

Service des Ressources Humaines
7, rue Saint-Jacques
Montréal QC H2Y 1K9
rhumaines@lapresse.ca
Télécopieur : (514) 285-2612

3004841

Dorel hausse ses profits, mais réduit ses objectifs financiers

Le fabricant de meubles prêts-à-assembler et d'articles pour enfants demeure confiant

RICHARD DUPAUL

Industries Dorel a réussi à améliorer ses résultats au troisième trimestre malgré un marché « très défavorable ». Cependant, l'action de la société montréalaise est restée clouée au sol hier à la Bourse de Toronto après la décision de la direction de réviser à la baisse ses projections pour l'exercice 2001.

Le fabricant de meubles prêts-à-assembler et d'articles pour enfants a annoncé qu'il prévoyait maintenant un bénéfice par action de 1,40 \$ à 1,50 \$ pour l'exercice se terminant le 31 décembre, au lieu d'un profit de 1,60 \$ à 1,65 \$ par action prévu antérieurement, en raison de la faiblesse continue de l'économie.

« Même si les ventes promotionnelles de nos produits donnent de bons résultats, le contexte général du commerce de détail est très dé-

favorable (...) Il devient donc extrêmement difficile de faire des prévisions et nous croyons plus prudent d'opter pour une approche plus conservatrice pour le reste de l'exercice », a déclaré le président de Dorel, Martin Schwartz.

L'action de catégorie B de Dorel a plongé de près de 1 \$, à 27,05 \$, après l'annonce, et s'est redressée par la suite dans la foulée d'un marché boursier en forte hausse. Le titre a finalement terminé à 28 \$, un prix inchangé par rapport à la veille.

Le PDG confiant

Le PDG a refusé de s'avancer sur les résultats du prochain exercice en raison de l'incertitude qui prévaut dans l'industrie. M. Schwartz est cependant confiant que les ventes et le bénéfice d'exploitation seront encore à la hausse, grâce notamment au lancement de nouveaux produits pour enfants en Europe et aux États-Unis, et à un accroissement de la part de marché de Dorel.

D'ailleurs, le responsable s'est dit satisfait des résultats de Dorel au troisième trimestre, lesquels

s'inscrivent en hausse malgré les problèmes du reste de l'industrie.

Dorel a enregistré un bénéfice sur ses activités poursuivies de 10,3 millions de dollars américains, ou 37 cents US par action, en hausse par rapport au profit de 9,3 millions US, ou 33 cents US par action, au troisième trimestre de 2000, mais en baisse par rapport au profit prévu par les analystes de 40 cents US par action. Les revenus ont grimpé de 12,6 %, à 233,5 millions US, durant le trimestre.

« Compte tenu des sérieuses difficultés auxquelles font face tous

les secteurs de l'industrie dans le contexte économique actuel, Dorel se réjouit de ses résultats, affirme M. Schwartz. Les revenus nets pour les neuf premiers mois de l'exercice se sont accrus de 15,8 % et nous maintenons un rendement supérieur à celui de nos concurrents. »

Au cours d'une téléconférence avec des analystes, le vice-président aux finances, Jeffrey Schwartz, a précisé que la marge bénéficiaire de la compagnie a tout de même rétréci au troisième trimestre, passant de 22,2 % il y a un an à 21,2 %. Selon lui, cela découle notamment de l'offre de marchandises différentes des détaillants, qui optent pour des articles moins coûteux et moins rentables pour Dorel.

Le secteur des meubles et articles pour enfants (sièges d'automobile, poussettes, etc.) a fait bonne figure au dernier trimestre, avec une hausse des ventes de 13,1 %. Il en va de même pour la division du meuble prêt-à-assembler, dont les revenus et les profits d'exploitation ont grimpé de 9,1 % et 20,4 % respectivement.

Toutefois, le secteur des meubles de maison en arrache, son bénéfice d'exploitation ayant chuté de plus de 60 %, pour s'établir à 461 000 \$ US. Selon Dorel, ce segment est victime des pressions à la baisse sur le prix des futons, mais la société promet un redressement important de ses résultats au quatrième trimestre à la faveur d'une restructuration de ses installations montréalaises.

Rappelons que Dorel a annoncé cet été l'élimination de 200 à 250 emplois à son usine de Montréal-Nord, notamment parce qu'une partie de la fabrication de futons sera confiée à des sous-traitants.

Le secteur des meubles et articles pour enfants (sièges d'automobile, poussettes, etc.) de Dorel a fait bonne figure au dernier trimestre, avec une hausse des ventes de 13,1 %.

spacieuse

CINQ PIEDS CUBES DE PLUS DANS L'HABITACLE • BEAUCOUP PLUS D'ESPACE POUR LES JAMBES
• DESIGN OUVERT ET DÉGAGÉ OFFRANT UN PLUS GRAND CONFORT ERGONOMIQUE

fougueuse

TECHNOLOGIE DE MOTEUR VVT-i • CHÂÎNE STÉRÉO AVEC LECTEUR DE CD ET 6 HAUT-PARLEURS • GROUPE PROPULSEUR • CLIMATISATION

fabuleuse

LA VOITURE LA PLUS VENDUE EN AMÉRIQUE DU NORD S'EST SURPASSÉE. À PARTIR DE 23 755 \$*.



LA CAMRY 2002 RÉINVENTÉE

 **TOYOTA**
1 888 TOYOTA-8 ♦ www.toyota.ca

Labopharm accroît ses liens avec la multinationale Aventis

DENIS ARCAND

L'action de la firme pharmaceutique montréalaise Labopharm a été soulevée de 9 % hier par l'annonce d'un important contrat avec la filiale américaine de la multinationale franco-allemande Aventis S.A.

Labopharm, dont l'expertise se concentre dans la libération dans l'organisme des ingrédients thérapeutiques, a été chargée par Aventis Pharmaceuticals de retravailler le médicament antiallergique Allégra-D (antihistaminique + décongestionnant) et d'en produire deux formulations différentes.

L'action de Labopharm a fait une pointe à 8,95 \$ hier matin et a terminé la journée boursière à 8,65 \$, en hausse de 71 cents, à la Bourse de Toronto. À la mi-mai, l'action était à 3 \$.

« Nous sommes très heureux de pouvoir renforcer notre partenariat avec une grande pharmaceutique mondiale comme Aventis et nous pensons que cette annonce constitue un vote de confiance pour notre technologie Contramid, qui facilitera d'autres ententes avec d'autres grandes pharmaceutiques », a dit hier le président de Labopharm, James Howard-Tripp.

Contramid est la plateforme technologique de Labopharm, qui peut être appliquée à une grande quantité de médicaments pour augmenter la durée de leur action et les rendre administrables par voie orale.

La direction de Labopharm a indiqué hier ne pas avoir l'autorisation de divulguer quelles sont les nouvelles formulations d'Allegra, mais Aventis a déjà annoncé qu'elle espère faire approuver en 2004 une version à action prolongée pouvant être prise seulement une

fois par jour, puis, une version à dissolution rapide en versions pour adultes et pédiatrique.

Allegra est le navire amiral des médicaments d'Aventis, avec des revenus qui ont atteint le milliard de dollars américains l'an dernier. Aventis veut augmenter ces revenus grâce à des reformulations comme celles qu'elle vient de commander à Labopharm.

« Labopharm touchera des paiements d'étapes au fur et à mesure qu'avancera chaque produit, puis aura droit à des redevances sur les ventes après la commercialisation », a dit M. Howard-Tripp. Généralement, ces redevances sont autour de 5 %.

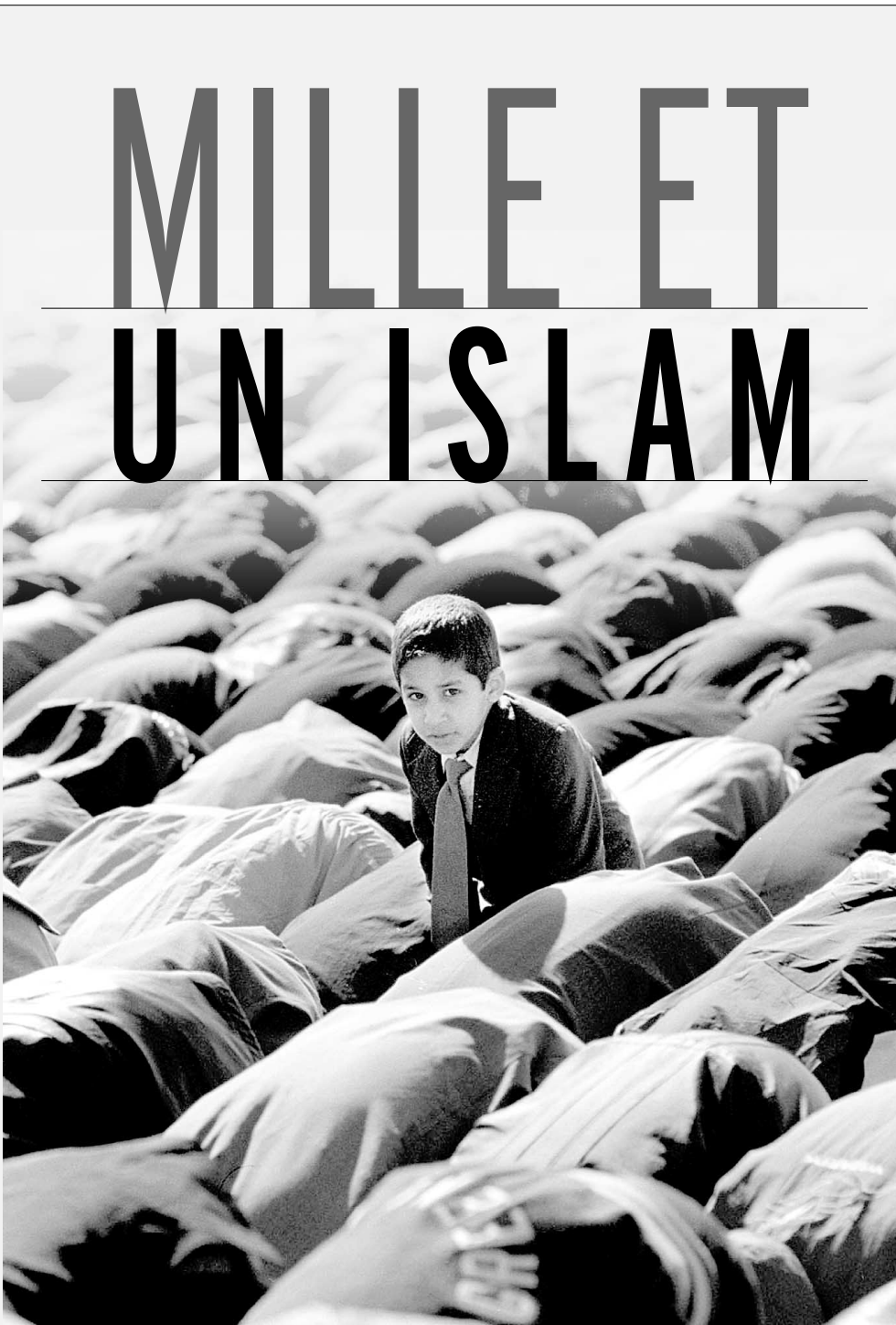
Le marché international des antihistaminiques est actuellement dominé par Claritin, du concurrent Schering-Plough (revenus de 3,1 milliards US), mais Allegra est le numéro deux avec des revenus qui ont franchi le cap du milliard US l'an dernier, à peu près à égalité avec Zyrtec, de Pfizer.

Les technologies par lesquelles les agents thérapeutiques sont libérés dans l'organisme sont une expertise que les grandes multinationales pharmaceutiques laissent généralement à des firmes spécialisées comme l'irlandaise Elan et l'américaine Alza. Il n'est pas banal qu'une petite firme comme Labopharm parvienne à se tailler une place dans ce domaine.

Labopharm avait déjà annoncé un autre contrat de ce genre avec Aventis il y a deux mois.

Mais l'attrait de Labopharm tient surtout aux médicaments originaux qu'elle développe de concert avec diverses firmes, dont au moins un devrait être commercialisé en 2004, selon la compagnie. Ces médicaments comprennent une formulation monoquotidienne du Tramadol, un médicament pour les douleurs chroniques dont les ventes mondiales génèrent environ 1 milliard US par année, ainsi que Oxybutynine, un médicament pour le traitement de l'incontinence qui est en phase I d'élaboration avec une société pharmaceutique internationale.

Allegra est le navire-amiral des médicaments d'Aventis, avec des revenus qui ont atteint le milliard de dollars américains l'an dernier. Elle veut augmenter ces revenus grâce à des reformulations comme celles qu'elle vient de commander à Labopharm.



L'Islam, le monde musulman, les peuples arabes...
Ces mots, ces symboles riches de sens et d'histoire s'entrechoquent dans tous les médias du monde depuis le 11 septembre. Au-delà de la barbarie des gestes commis ce jour-là par des extrémistes et de la réplique qui a suivi, au-delà des tours qui s'effondrent, des morts, de la peur, reste le choc de deux civilisations : la nôtre et celle des Arabes musulmans. *La Presse* vous propose de découvrir les mille et un Islam, samedi prochain, dans un audacieux numéro spécial de son cahier Plus.
Vous en serez renversé!

Samedi dans
La Presse

3004346

Surprise à l'intérieur.



La Série 5 de BMW n'a pas évolué qu'en surface; d'innombrables raffinements sont aussi habilement dissimulés sous le capot. Deux groupes motopropulseurs 6 cylindres en ligne offrant une force de couple accrue, un meilleur rendement et le système à double VANOS de BMW. Un moteur V8 de 4,4 litres qui surpasse les attentes des automobilistes les plus exigeants. Sans oublier la légendaire M5 libérant 394 chevaux, qui conserve jalousement sa réputation de berline la plus rapide au monde. Voilà la nouvelle gamme de Série 5 signée BMW – une performance qui se voit... et se vit.

©BMW Canada Inc. « BMW », le logo de BMW et « Le plaisir de conduire » sont des marques de commerce de BMW AG, utilisées sous licence par BMW Canada Inc. Pour en savoir plus sur la Formation de conduite BMW, composez le 1 866 226-9723 ou rendez-vous à www.bmw.ca

BMW Série 5
525i/iT
530i
540i/iT
M5

www.bmw.ca
1 800 667-6679



**Le plaisir
de conduire.™**

Une requête d'Hydro-Québec qui déplaît

LISA BINSSE

LA RÉGIE de l'énergie aborde ce matin l'étude du plan d'approvisionnement d'Hydro-Québec pour ses besoins en électricité d'ici 2011, et plus précisément la requête de la société d'État qui, jugeant qu'il y a urgence, veut pouvoir lancer un appel d'offres dès janvier 2002 pour s'assurer de nouveaux équipements de production dès 2006.

Il s'agit en fait d'une rencontre à caractère essentiellement technique qui durera deux jours. Certains groupes, qui contestent l'urgence alléguée par Hydro-Québec, vont peut-être en profiter pour faire valoir leur désaccord avec le processus accéléré proposé par la Régie dans sa décision procédurale pour respecter l'échéance de janvier. Ce processus ne prévoit pas d'audience orale.

Pas d'accord

Le « grand » débat de fond sur le plan

d'approvisionnement lui-même se fera plus tard.

Or, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) n'est pas d'accord avec cette façon de faire.

Dans la lettre que le regroupement a faite parvenir à la Régie, il se dit étonné et perplexe face à la décision procédurale « puisque l'étude préliminaire de la demande d'approbation du plan d'approvisionnement déposé par Hydro-Québec de même que la preuve qui y est jointe nous a porté à conclure que l'allégué d'urgence telle que soumis est sans fondement ».

Le RNCREQ juge « primordial » qu'il y ait un débat sur la nature et le sérieux de l'urgence alléguée avant que le dossier aille plus loin. D'autant plus, écrit l'organisme, que l'urgence qu'allègue Hydro est basée sur des conclusions tirées de données incomplètes. Entre autres, ces données ne tiennent pas compte des conséquences économiques des attentats terroristes du 11 septembre aux États-Unis.

Les rencontres techniques d'aujourd'hui et demain constituent en quelque sorte une première étape pour connaître les bases de la requête en deux temps d'Hydro-Québec. Par la suite, il y aura des échanges écrits entre les parties intéressées et la société. La date limite pour la réplique d'Hydro est le 21 décembre.

Premier appel d'offres

En raison des longs délais de réalisation de ces types de projets, Hydro veut lancer un premier appel d'offres visant des contrats de long terme de 15 à 20 ans pour la mise en service de 1000 mégawatts pour l'horizon 2006-2007, alors que la société d'État aurait besoin, selon ses prévisions, de 168,8 térawattheures (TWh), soit presque 4 TWh de plus que le bloc patrimonial de 165 TWh fixé par Québec.

Hydro affirme qu'un projet de centrale nécessite de quatre à cinq ans.

Un deuxième appel d'offres pourra être lancé plus tard pour combler ses besoins additionnels en 2005, soit 0,5 TWh.

Alliance stratégique entre Boralex et Gaz Métropolitain

LISA BINSSE

Le producteur privé d'électricité Boralex et la société gazière Gaz Métropolitain ont décidé d'unir leurs expertises et de se positionner pour soumettre des projets de cogénération au gaz naturel en vue de combler « une part raisonnable » des 1000 mégawatts dont aura besoin Hydro-Québec en 2006-2007.

Boralex, une filiale de Cascades, et Gaz Métro, dont le principal actionnaire est Hydro-Québec, répondent ainsi à l'invitation particulière d'Yves Filion, président d'Hydro-Québec Distribution, auprès des entreprises intéressées à des projets de cogénération, de participer au processus d'appel d'offres que lancera cette division de la société d'État au début de 2002. Les deux sociétés seront en concurrence avec Hydro-Québec Production.

Les deux partenaires entendent participer à l'appel d'offres de janvier si, bien sûr, Hydro obtient le feu vert de la Régie de l'énergie.

Bloc patrimonial

Hydro-Québec Production est tenue de fournir un bloc patrimonial de 165 térawattheures (TWh) par année à Hydro-Québec Distribution pour satisfaire la demande du Québec. Au-delà de ce volume, la division distribution, qui a récemment déposer son plan d'approvisionnement à la Régie de l'énergie, doit procéder à des appels d'offres.

Selon son plan, dont l'étude commence aujourd'hui devant la Régie, dès 2005, elle aura besoin de nouveaux équipements de production puisque les ventes internes atteindront 165,5 TWh et, en 2006, 167,2 TWh.

Les deux entreprises s'associent à parts égales. Elles feront le développement de projets d'envergure qui pourraient atteindre jusqu'à 200 MW (un mégawatt permet de chauffer environ 1000 habitations). Elles verront aussi au financement, à la construction et à la gestion des projets.

Important potentiel

Le Québec a un important potentiel de cogénération, soutient Sophie Brochu, vice-présidente des Affaires et de l'approvisionnement gazier de Gaz Métropolitain. « C'est une filière intéressante dans un portefeuille de projets et Hydro-Québec aurait avantage à disposer d'un portefeuille varié de production privé. »

La cogénération est une bonne filière, a dit Mme Brochu, d'autant plus qu'elle a des retombées régionales importantes. « Le timing est bon », a-t-elle ajouté, puisque l'appel d'offres vise des projets qui entreront en production dès 2006. La réalisation d'un projet de cogénération prend de 18 à 24 mois. Mais pour répondre à l'appel d'offres de janvier, il faut se préparer, a-t-elle ajouté.

Partenaire de choix

Jacques Gauthier, président et chef de l'exploitation de Boralex, voit dans le distributeur gazier un « partenaire de choix » pour atteindre la synergie et l'expertise requises pour mener à bien de tels projets de cogénération.

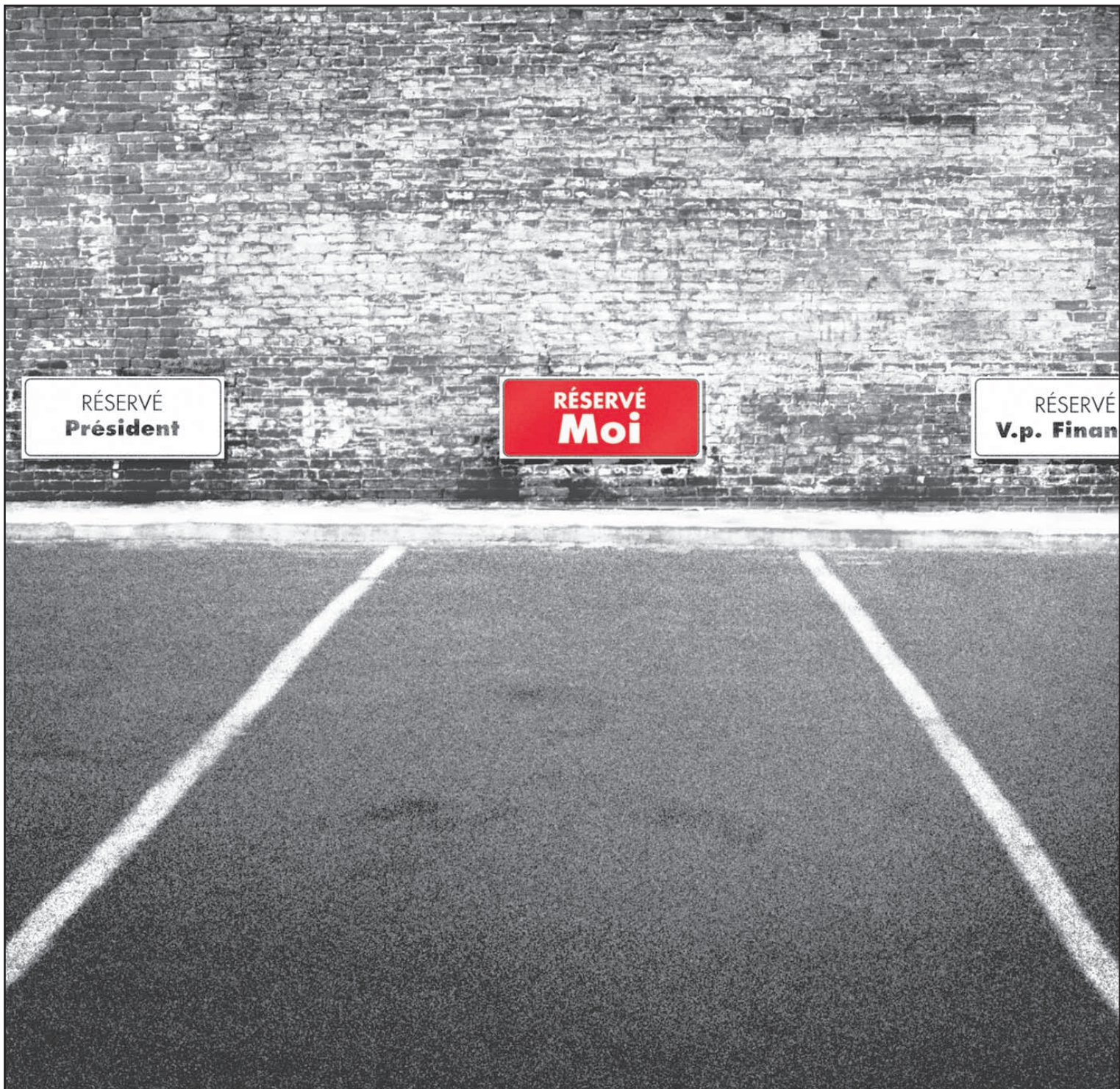
Ce partenariat est le fruit de plusieurs mois de discussions et, déjà, cinq projets sont sur la table. Certains seront rendus publics au cours des prochaines semaines. Ni M. Gauthier ni Mme Brochu n'ont voulu identifier ces projets. Toutefois, ils ont indiqué qu'il s'agit de projets qui pourront se faire sur des emplacements industriels au Québec dans plusieurs secteurs d'activité, notamment les pâtes et papiers de même que le raffinage, deux importants utilisateurs de vapeur.

Investissements

Un projet de cogénération au gaz naturel produit de l'électricité et de la vapeur. L'électricité sera entièrement vendue à la société d'État et la vapeur sera vendue aux utilisateurs industriels.

Ces projets nécessiteront des investissements de plusieurs dizaines de millions de dollars qui seront partagés également entre les deux partenaires. Ce partenariat s'applique évidemment au Québec, mais s'étend aussi à la Nouvelle-Angleterre.

Mme Brochu a expliqué que chaque projet aura sa propre structure financière pour permettre entre autres aux utilisateurs industriels qui le désirent d'y participer. « Nous sommes prêts à y aller à 100 % s'il le faut. »



POUR PRENDRE VOTRE PLACE, LISEZ LE MODE D'EMPLOI.

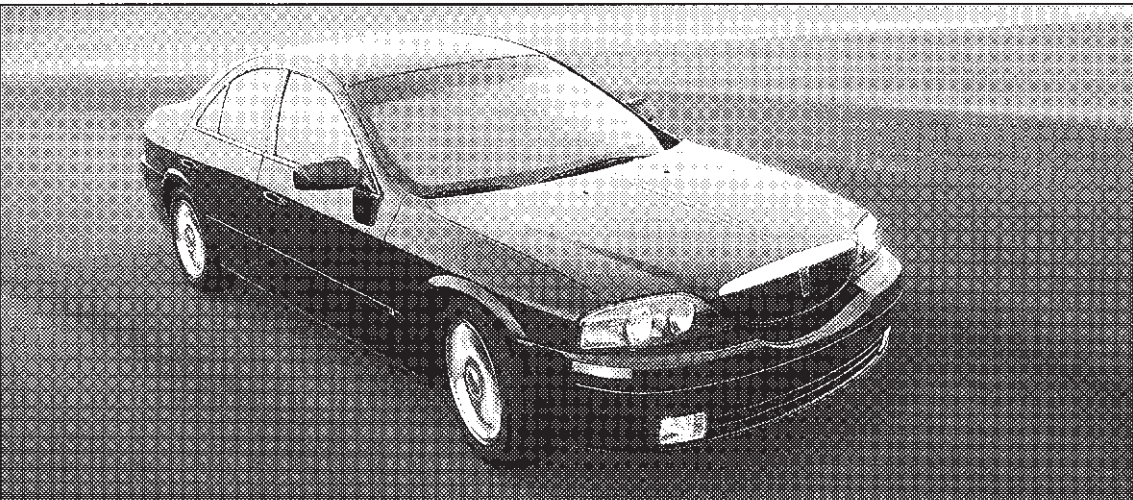
MODES D'EMPLOI, 4 NOUVEAUX FASCICULES GRATUITS DE 12 PAGES POUR CEUX ET CELLES QUI CHERCHENT OU VEULENT AMÉLIORER LEUR EMPLOI. PUBLIÉS LES SAMEDIS DANS LA PRESSE JUSQU'AU 24 NOVEMBRE.

SAMEDI. LE MANUEL DE LA FORMATION. DES EXEMPLES CONCRETS D'ENTREPRISES QUI ONT RELEVÉ LE DÉFI DE LA COMPÉTENCE. LE RÔLE DE LA TÉLÉ-FORMATION ET DU MENTORAT. DES TRUCS POUR UNE RÉINSERTION AU TRAVAIL RÉUSSIE ET UN APERÇU DE LA LOI DU 1%. TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA FORMATION, QUE VOUS SOYEZ EMPLOYEUR OU EMPLOYÉ.

SAMEDI 24 NOVEMBRE, LE PROTOCOLE DE COMMUNICATIONS.

La Presse EN COLLABORATION AVEC **Emploi Québec**

LES QUANTITÉS ÉTANT LIMITÉES, COMPOSEZ LE (514) 285-6911 POUR VOUS ABONNER OU RÉSERVER DÈS MAINTENANT VOTRE EXEMPLAIRE DE LA PRESSE AUPRÈS DE VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.



La Lincoln LS 2002.

Définissez votre luxe.

• Moteur V6 3 L DACT de 220 ch • Transmission automatique 5 vitesses • Radio AM/FM stéréo avec sonorisation haut niveau, chargeur de 6 DC • Sacs gonflables latéraux pour le conducteur et le passager avant • Sièges en cuir • Sièges avant chauffants • Climatisation à commande automatique de la température • Antipatinage à toutes les vitesses • **Entretien périodique sans frais additionnels!**

595 \$* Location 36 mois
Mise de fonds de 4 295 \$
/mois Transport inclus

LINCOLN
LUXE À L'AMÉRICAINE

VOS CONCESSIONNAIRES FORD-LINCOLN DU QUÉBEC

*Transport inclus. Dépôt de sécurité de 700 \$, mise de fonds et première mensualité exigés. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Sous réserve de l'approbation du crédit. Des frais de 0,10 \$ du kilomètre après 60 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. †Valable pour les premiers propriétaires ou locataires au détail. Cette offre ne s'applique qu'aux résidents canadiens. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

STRATÉGIE MARKETING

Plus américains peut-être, mais toujours québécois...

FRANÇOIS PERREAULT

collaboration spéciale

Après les attentats terroristes aux États-Unis, les marques de sympathie à l'endroit des Américains se sont multipliées, y compris de la part des Québécois, évidemment. Le drapeau américain s'est mis à flotter un peu partout. Est-ce à dire que la carte américaine peut subitement devenir payante en matière de marketing ?

En fait, dans une perspective plus large incluant la mondialisation et un certain déclin du nationalisme québécois, quelle est la valeur marketing de l'identité québécoise ?

« Les différences sont nettement moins évidentes qu'autrefois, pense Jean-Marc Léger, président de la firme de recherche Léger Marketing. Regardez, par exemple, nos adolescents. Non seulement leur culture est-elle fortement américaine, mais en matière de consommation, ils sont friands des grandes marques comme Nike, Fubu ou Fila, tout comme les Américains. Aujourd'hui, qu'est-ce qui distingue un jeune de Montréal d'un adolescent new-yorkais ? »

Elle semble effectivement bien loin l'époque des publicités « en bleu et blanc » à saveur de « On est 6 millions, faut s'parler » (Labatt). À l'ère des grandes marques internationales, de l'intégration économique, des mégafusions et de l'américanisation, on peut effectivement se demander si le Québec pourra longtemps être perçu par les entreprises comme un marché à part du reste du continent.

« Aujourd'hui, tout le monde a un cheeseburger de McDonald's dans la bouche, des oreilles de Mickey Mouse sur la tête et un billet pour le dernier film de Bruce Willis », commente en riant Alain Giguère, président de la maison CROP. Il précise toutefois que malgré les similitudes, notamment dans le secteur de la consommation, nos motivations n'ont rien en commun avec celles des Américains. « Les priorités des deux groupes sont à l'opposé. Ainsi, les anglophones privilégient l'utilitaire, tandis que nous sommes très



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

Le fabricant de sous-vêtements Elita, de Montréal, a décidé de jouer la carte américaine dans une campagne qui vient de commencer. Mais c'est une approche relativement rare au Québec.

hédonistes et achetons souvent pour le simple plaisir. Les entreprises commettraient donc une erreur en nous approchant de la même façon qu'ailleurs en Amérique. »

Près des Américains, mais jamais comme eux

De fait, Alain Giguère estime que le Canada anglais est beaucoup plus vulnérable que le Québec lorsqu'il est question d'uniformisa-

tion. « Les Canadiens (anglais) se demandent encore qui ils sont, ce qui n'est plus notre cas. Ils passent par le même stade que nous à une certaine époque. Ils cherchent à se définir et à prendre certaines distances par rapport à leur voisin. Qu'on pense à l'immense popularité de ce message très nationaliste de la bière Molson Canadian, où un homme affichait ses couleurs et sa fierté d'être canadien. »

Christine Melançon, directrice générale d'Impact Recherche, croit qu'il ne faut pas confondre le présent courant de sympathie envers les Américains avec une quelconque quête d'identité continentale. Selon elle, des facteurs sociaux et politiques nous sépareront toujours des anglophones, particulièrement ceux des États-Unis. « Alors que le peuple américain est très majoritairement favorable aux frappes actuelles en Afghanistan, c'est le contraire ici. Nos valeurs et nos principes ne sont pas du tout les leurs. Publicitairement, il faudra donc continuer d'employer des registres différents. »

N'empêche, le fabricant de sous-vêtements féminins Elita, de Montréal, a décidé de miser sur le sentiment pro-américain dans sa nouvelle campagne publicitaire de sa gamme Freestyle. Un drapeau américain flotte derrière le mannequin.

Elliot Berzan, le président du Groupe Sterling, qui fabrique et commercialise Elita, admet que les événements du 11 septembre aux États-Unis l'ont convaincu de faire un rapprochement évident avec les États-Unis, même si l'idée lui trotte dans la tête auparavant. « On a pris les photos et, ensuite, on a discuté en groupe élargi pour savoir si c'était trop risqué comme décision, mais nous croyons que c'est correct et efficace dans les circonstances. »

La nécessité de « faire québécois »

Du côté des gens qui, dans les agences, s'adonnent à la création, on insiste sur la nécessité d'encore bien refléter ce que nous sommes... même si l'on ne recourt plus au fleurdelisé comme dans les années 1970. « Les annonceurs, même les multinationales, vont toujours devoir nous toucher dans ce qui nous est propre », estime Lili Côté, présidente de Communications Lili Côté. Comme exemple, elle cite ce message de McDonald's où deux enfants s'amusaient à descendre une pente en luge. « Pouvez-vous trouver plus québécois que cette pub ? demande-t-elle. C'est notre neige, nos hivers, notre enfance. On sent qu'avec cette approche, l'annonceur, même s'il est d'envergure internationale, nous respecte dans nos particularités. »

Toutefois, elle précise qu'il n'est

pas impératif de « faire absolument québécois » pour nous atteindre. « Prenons les campagnes présentes de Fido, avec des chiens dans une classe, et de Telus, avec des animaux de toutes sortes. Elles sont efficaces d'abord et avant tout parce qu'elles disent quelque chose. Elles racontent une histoire. Une grande idée sera bonne partout. »

Un effet réducteur ?

Cela dit, des décideurs en marketing croient encore qu'un symbole typiquement local suffit pour donner l'impression d'être sensibles aux spécificités du marché québécois. « Certains annonceurs voudraient toujours ajouter une image du pont Jacques-Cartier ou du Stade olympique dans leurs messages pour symboliser leur appartenance au Québec. Ils sont convaincus que cela est suffisant pour se positionner auprès des Québécois », ironisait Jacques Labelle, vice-président de Cossette communication-marketing, plus tôt cette semaine, à un rassemblement réunissant près de 200 créatifs à Montréal.

Au cours du même événement, Alan Gee, président de l'agence torontoise Gee, Jefferey & Partners, a toutefois lancé une mise en garde à la communauté des publicitaires montréalais. Selon lui, l'omniprésence de la couleur locale dans les messages d'ici, si elle est mal jouée, peut s'avérer réductrice. Et elle pourrait même expliquer la piètre performance de nos agences lors des grands concours internationaux, ces dernières années.

« Il est temps que les créatifs québécois regardent par-dessus leur épaule, a-t-il suggéré. Observez ce qui se crée ailleurs et comparez avec votre propre produit. Bien sûr, il faut jouer sur les saveurs locales. Mais si vous ne misez que là-dessus, vous vous condamnez à l'invisibilité. »

ESPACE PUB

Collée sur des bananes, affichée en très grand format sur des tours à bureaux ou traînée dans les rues à vélo, la publicité a des supports de plus en plus inusités. À lire lundi dans le cahier *Actuel*.

PARTIES. DISPARUES. VOLATILISÉES. BYE BYE

(OU SI VOUS PRÉFÉREZ : VENEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE VOLVO SANS TARDER)



VOLVO

pour la vie

CE N'EST PAS DE LA MAGIE, MAIS LES VOLVO DISPARAISSENT RAPIDEMENT. ALORS POUR PROFITER DE NOS SUPER OFFRES DE FIN D'ANNÉE, RENDEZ VISITE À VOTRE CONCESSIONNAIRE VOLVO DU GRAND MONTRÉAL LE PLUS TÔT POSSIBLE. SINON LE CRÉDIT-BAIL À 3,9 % SERA DISPARU, LES VOITURES SE SERONT VOLATILISÉES ET VOUS DEVREZ DIRE BYE BYE À UNE SI BELLE OCCASION.

3,9 %[†]

Taux de crédit-bail offert sur tous les modèles 2001 encore en inventaire.

le groupe
VOLVO

Laval
VOLVO LAVAL
div. de: Boulevard St-Martin Auto
1430, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-4960

Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
(450) 659-6688

Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
(514) 725-9394

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

†Offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation de crédit. À titre d'exemple, location d'une Volvo S60 2001 basé sur un PDSF de 35 995 \$: 499,53 \$ par mois pendant 48 mois avec acompte ou échange équivalent de 1525 \$. Le coût total de location est de 23 997,44 \$. Prix d'achat à la fin du bail de 14 291,55 \$. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Le premier paiement mensuel, et un dépôt de garantie de 600 \$, sont payables à la livraison. Taux de location de 3,9 %. Frais de transport et de livraison de 1 050 \$, taxes, immatriculation et assurance en sus. Le concessionnaire peut réduire le prix de location. L'offre s'applique à toutes les nouvelles Volvo 2001 en inventaire chez le concessionnaire, achetées ou louées chez un concessionnaire Volvo participant, pour une durée limitée, tant qu'il y en aura. Certaines conditions s'appliquent. Tous les détails chez votre concessionnaire Volvo. ©2001 Automobiles Volvo du Canada Ltée. «Volvo, pour la vie» est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada Ltée. Bouclez toujours votre ceinture de sécurité. Visitez notre site www.volvocanada.com.

LES COMMUNS DE PLACEMENT

Les ONG crient dans le désert à Doha

LUKE PHILLIPS
Agence France-Presse

DOHA — Limitées en nombre et empêchées de manifester dans les rues, les organisations non gouvernementales (ONG) présentes à la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha pour défendre les thèmes de l'antimondialisation ont de la peine à se faire entendre.

« Le fait que l'OMC ait organisé sa conférence à Qatar, un émirat du Golfe où les manifestations politiques sont fortement découragées

montre qu'elle ne voulait pas s'exposer à l'influence des ONG », affirme le militant antimondialisation français José Bové, présent à Doha.

« Ils ne voulaient pas avoir les mêmes manifestations qu'à Seattle », ville des États-Unis où s'était tenue fin 1999 la précédente conférence ministérielle, ajoute-t-il.

Les délégués des pays membres de l'OMC sont réunis depuis le 9 novembre dans un somptueux hôtel du bord de mer de Doha pour tenter de trouver un accord sur le lancement d'un nouveau cycle de

négociations commerciales multilatérales avant la fin prévue de la réunion mardi soir.

À Seattle, près de 40 000 manifestants antimondialisation avaient perturbé la conférence qui n'avait pas pu déboucher un accord sur l'agenda d'un nouveau cycle en raison des désaccords entre Américains, Européens et pays en voie de développement.

Gerry Barr, membre du Conseil canadien pour la coopération internationale, a affirmé que s'il y avait eu une « interaction » entre les ONG et l'OMC à Seattle, il n'y en avait aucune à Doha.

« C'est une opération de communication externe à laquelle nous assistons. Très peu d'ONG sont là et beaucoup sont exclues. C'est un grand défaut », ajoute-t-il.

Les manifestations de rue de Seattle, même si elles s'étaient accompagnées d'actes de vandalisme, avaient réussi « à montrer le mé-

contentement et l'anxiété des gens face à la mondialisation et à créer un agenda politique avec en tête la pauvreté et l'environnement », a déclaré Philip Twyfords de Oxfam International.

« L'OMC n'a réservé que 600 places aux ONG à cette conférence. Si nous avions pu être plus nombreux, nous aurions certainement eu plus d'impact », a-t-il ajouté.

L'organisation de protection de l'environnement Greenpeace a envoyé son navire *Rainbow Warrior*. « Nous avons écrit à l'émir du Qatar en lui disant que nous comprenions les problèmes de place et que nous enverrions le *Rainbow Warrior* pour que nos délégués puissent y coucher », a indiqué un responsable de Greenpeace, Rémi Parmentier.

Le navire est amarré à quelques kilomètres du Sheraton où seulement une poignée de manifestants ont pu se rassembler pour protester contre la mondialisation.

« Si nous étions sur la lune, cela serait la même chose. C'est comme un porte-avions dans le désert », constate dépité José Bové.

Selon Philip Twyfords, il ne faut toutefois pas exagérer l'importance du rôle des ONG dans les grandes conférences internationales.

« Les négociations entre gouvernements se font à portes fermées. Notre rôle est de parler et de rappeler aux délégués, qu'ils ont des électeurs et une opinion publique », affirme-t-il.

Les négociateurs ont toutefois consacré un peu de temps aux ONG. Le Commissaire européen au commerce Pascal Lamy a participé à plusieurs débats publics avec leurs représentants et s'est rendu sur le *Rainbow Warrior*.

Le directeur général de l'OMC Mike Moore a accepté de recevoir en mains propres une pétition d'Oxfam signée par 32 000 personnes, demandant que « la santé soit placée avant l'argent ».

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

Avis public

Ville de Montréal

Service du greffe

Rôle d'évaluation foncière

Rôle de la valeur locative

Demandes de révision

Avis est donné que les rôles triennaux d'évaluation foncière et de la valeur locative de la Ville de Montréal seront, en 2002, en vigueur pour un deuxième exercice financier.

Toute personne ayant un intérêt peut déposer, à l'égard de ces rôles, une demande de révision d'une inscription prévue par la section I du chapitre X de la Loi sur la fiscalité municipale, au motif que l'évaluateur n'a pas effectué une modification qu'il aurait dû y apporter en vertu de la loi.

Pour être recevable, une telle demande de révision doit remplir les conditions suivantes :

- être déposée au cours de l'exercice financier pendant lequel survient un événement justifiant une modification du rôle en vertu de la loi, ou au cours de l'exercice suivant;
- être déposée du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h, aux endroits suivants à la Communauté urbaine de Montréal (CUM) ou envoyée par courrier recommandé :

Service de l'évaluation Service à la clientèle 110, boulevard Crémazie Ouest 11 ^e étage Montréal (Québec) H2P 1B9	Service de l'évaluation Division Est 7101, rue Jean-Talon Est Bureau 1110 Anjou (Québec) H1M 3N7	Service de l'évaluation Division Ouest 1868, boulevard des Sources Bureau 500 Pointe-Claire (Québec) H9R 5R2
--	--	--

- être faite sur le formulaire prescrit à cette fin et disponible dans les lieux de dépôt de la CUM mentionnés ci-dessus ainsi que dans tous les bureaux Accès Montréal;
- être accompagnée de la somme d'argent déterminée par le règlement 131 de la CUM et applicable à l'unité d'évaluation ou à l'établissement d'entreprise visé par la demande.

Montréal, le 14 novembre 2001

La greffière,
Diane Charland

300621A

Commission scolaire de Montréal

AVIS PUBLIC

AVIS PUBLIC DU SCRUTIN

Ja, Pierre Bergevin, président d'élection, donne aux électeurs de la circonscription électorale 12 de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), l'avis public suivant :

1. Un scrutin est nécessaire pour l'élection partielle en cours dans la circonscription électorale 12 de la CSDM, partie de la Ville de Montréal, dont les limites sont la rue Sherbrooke Est, l'autoroute Transcanadienne (25), le fleuve Saint-Laurent, le prolongement de l'avenue Létourneau, l'avenue Létourneau, l'avenue Pierre-De-Coubertin, le boulevard Pie IX et la rue Rachel Est.

2. Les personnes mises en candidature à cette élection partielle pour cette circonscription sont, par ordre alphabétique :

- M. Claude Champagne
1471, rue Sicard
Montréal (Québec) H1V 2X5
Mouvement pour une école moderne et ouverte (MÉMO)
- M^{me} Bambina Gagliardi
2720, rue Duquesne
Montréal (Québec) H1N 2X1
Regroupement scolaire confessionnel (RSC)

3. Vote par anticipation

Peut voter par anticipation, un membre du personnel électoral en fonction le jour du scrutin, une personne handicapée, une personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente ou empêchée de voter le jour du scrutin.

Les bureaux de vote par anticipation seront ouverts le dimanche 18 novembre 2001 de 9 à 19 heures aux adresses suivantes :

- École Saint-Clément : 4770, rue La Fontaine, à Montréal
Peuvent voter à cet endroit le jour du vote par anticipation, les personnes domiciliées sur le territoire des endroits de vote Guybourg, Notre-Dame-des-Victoires, Résidence de Marseille, Saint-Donat (pour plus de détails, se référer au paragraphe 4)
- École Louis-Dupire : 6400, av. Pierre-de-Coubertin, à Montréal
Peuvent voter à cet endroit le jour du vote par anticipation, les personnes domiciliées sur le territoire qui se délimite comme suit :
Au nord : De Rouen - côté sud (entre Létourneau et Dickson)
À l'est : Dickson - côté ouest (entre De Rouen et Notre-Dame)
Au sud : Notre-Dame (entre Létourneau et Dickson)
À l'ouest : Létourneau (entre De Rouen et Notre-Dame)
- École Eulalie-Durocher : 2455, av. Létourneau, à Montréal
Peuvent voter à cet endroit le jour du scrutin, les personnes domiciliées sur le territoire qui se délimite comme suit :
Au nord : Pierre-de-Coubertin - côté sud (entre Létourneau et De l'Assomption) et Hochelaga - côté sud (entre De l'Assomption et Dickson)
À l'est : De l'Assomption - côté ouest (entre Pierre-de-Coubertin et Hochelaga) et Dickson - côté ouest (entre Hochelaga et De Rouen)
Au sud : De Rouen - côté nord (entre Létourneau et Dickson)
À l'ouest : Létourneau (entre Pierre-de-Coubertin et De Rouen)
- École Guybourg : 6120, rue La Fontaine, à Montréal
Peuvent voter à cet endroit le jour du scrutin, les personnes domiciliées sur le territoire qui se délimite comme suit :

Au nord : Hochelaga - côté sud (entre Dickson et Autoroute 25)
À l'est : Autoroute 25 (entre Hochelaga et Notre-Dame)
Au sud : Notre-Dame (entre Dickson et Autoroute 25)
À l'ouest : Dickson - côté est (entre Hochelaga et Notre-Dame)

- École Notre-Dame-des-Victoires : 2720, rue Bossuet, à Montréal
Peuvent voter à cet endroit le jour du scrutin, les personnes domiciliées sur le territoire qui se délimite comme suit :
Au nord : Sherbrooke Est (entre Pie IX et Duquesne)
À l'est : Duquesne - côté ouest (entre Sherbrooke et Hochelaga)
Au sud : Pierre-de-Coubertin - côté nord (entre Pie IX et De l'Assomption) et Hochelaga - côté nord (entre De l'Assomption et Duquesne)
À l'ouest : Pie IX (entre Sherbrooke et Pierre-de-Coubertin)
- Résidence de Marseille : 6191, rue de Marseille, à Montréal
Peuvent voter à cet endroit le jour du scrutin, les personnes domiciliées sur le territoire qui se délimite comme suit :
Au nord : Sherbrooke Est (entre Duquesne et Langelier)
À l'est : Langelier - côté ouest (entre Sherbrooke et Hochelaga)
Au sud : Hochelaga - côté nord (entre Duquesne et Langelier)
À l'ouest : Duquesne - côté est (entre Sherbrooke et Hochelaga)
- École Saint-Donat : 3155, rue Desautels, à Montréal
Peuvent voter à cet endroit le jour du scrutin, les personnes domiciliées sur le territoire qui se délimite comme suit :
Au nord : Sherbrooke Est (entre Langelier et Autoroute 25)
À l'est : Autoroute 25 (entre Sherbrooke et Hochelaga)
Au sud : Hochelaga - côté nord (entre Langelier et Autoroute 25)
À l'ouest : Langelier - côté est (entre Sherbrooke et Hochelaga)

5. Pour pouvoir voter lors de l'élection, l'électeur inscrit sur la liste électorale scolaire doit s'identifier en présentant l'un des documents suivants : la carte d'assurance-maladie délivrée par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, le permis de conduire ou le permis probatoire délivrés sur support plastique par la Société de l'assurance automobile du Québec ou le passeport canadien.

Si l'électeur n'a pas en sa possession l'un de ces documents, il devra se diriger vers la table de vérification de l'identité des électeurs et, s'il veut être admis à voter :

- déclarer qu'il est bien l'électeur dont le nom apparaît sur la liste électorale et qu'il a droit d'être inscrit à l'adresse qu'il y apparaît;
- signer le serment prévu à cette fin dans le registre tenu par les membres de la table;
- satisfaire aux conditions suivantes :

a) soit présenter au moins deux documents qui prouvent chacun son nom et dont l'un comporte sa photographie ou, à défaut, au moins deux documents qui, ensemble, prouvent son nom, sa date de naissance et l'adresse à laquelle il est inscrit ou celle de son domicile;

b) soit être accompagné d'une personne qui :

- i. établit son identité;
- ii. atteste l'identité et l'adresse de l'électeur;
- iii. déclare ne pas avoir accompagné au cours du scrutin un autre électeur qui n'est pas son conjoint ou son parent;
- iv. présente un document qui comporte sa photographie;
- v. signe le serment prévu à cette fin dans le registre tenu par les membres de la table.

6. Vous pouvez me rejoindre en communiquant au Bureau du président d'élection situé au 3737, rue Sherbrooke Est, pièce 539, Montréal, Québec, H1X 3B3, (514) 896-6308.

Donné à Montréal, ce 11 novembre 2001.

M. Pierre Bergevin,
Président d'élection

300620

Hydro Québec

APPELS DE SOUMISSIONS

Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise :
www.hydroquebec.com/soumissionnez ou en composant un des numéros de téléphone suivants :

Montréal et environs : (514) 745-5720

Extérieur : 1 800 363-0910

APPEL D'OFFRES

Achat regroupé STCUM - STRSM - STL - CITF - CMTS - STCUQ - STO

STCUM

STRSM

CITF

STCUQ

JTO

Projet

Fourniture de pièces de marque Meritor pour autobus urbains

Dossier

P01-041

Ouverture

10 décembre 2001 à 11 h 00 heure locale

Document disponible au coût de cinquante dollars (50\$) (argent comptant ou chèque visé) non remboursable, à compter du mercredi 14 novembre 2001 à 13 h 30, 1150, boul. Marie-Victorin, Longueuil.

Un cautionnement de soumission de 10 000 \$ est requis pour soumissionner.

Pour information, s'adresser au (450) 442-8600 poste 8634.

Nos bureaux sont ouverts du lundi au jeudi de 8h30 à 16h30 et le vendredi de 8h30 à 15h00.

ACMT

Agence métropolitaine de transport

APPEL D'OFFRES

OBJET DE L'APPEL D'OFFRES:

SERVICES DE TRANSPORT D'ARGENT POUR LES DISTRIBUTRICES AUTOMATIQUES DE TITRES, DISTRIBUTION DES TITRES DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN, APPROVISIONNEMENT DES DISTRIBUTRICES DE TITRES ET TRAITEMENT DES TITRES DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN.

Date et heure limites de réception des offres:

Le 28 novembre 2001 à 10 h.

Prix du document:

75 \$, toutes taxes incluses (chèque visé ou mandat fait à l'ordre de l'Agence métropolitaine de transport et n'est pas remboursable)

No d'appel d'offres: AMT-E1-BS-1309

Les documents d'appel d'offres sont en français et peuvent être obtenus ou consultés sur place à partir de 13 h 30 le 14 novembre 2001, du lundi au vendredi inclusivement de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30 à l'endroit suivant:

Agence métropolitaine de transport

500, Place d'Armes, bureau 2525

Montréal (Québec) H2Y 2W2

Pour renseignements: Daniel Desrochers, Acheteur (514) 287-7721

Seules les personnes, sociétés ou compagnies qui possèdent l'expérience pertinente à l'objet du contrat et qui ont acheté le document d'appel d'offres directement de l'AMT peuvent présenter une offre. L'AMT n'est pas tenue d'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Francesca Torasso

Directrice, Approvisionnement et Informatique

DONNEZ-MOI DES AILES

SOCIÉTÉ POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS DU QUÉBEC

2300 ouest, boulevard René-Lévesque, Montréal (Québec) H3H 2R5

Tél.: (514) 937-6171

Avispublic

Ministère des Finances

Demande de propositions d'espaces locatifs

Dans le cadre de l'instauration de la Zone de commerce électronique du centre-ville de Montréal (la « Zone ») et des mesures fiscales y relatives visant à favoriser la création d'emplois au sein des entreprises conduisant des activités d'affaires électroniques dans certains sites désignés, les propriétaires d'immeubles situés à l'intérieur du territoire de la Zone sont invités à faire part au Bureau du commerce électronique des espaces locatifs qu'ils désirent mettre à la disposition des entreprises qui seront certifiées en vertu de cette mesure fiscale et des conditions de location qu'ils désirent offrir à ces dernières. De façon sommaire, ce territoire est délimité par les artères Sherbrooke, De Lorimier, De Maisonneuve et du Havre, les rives du fleuve Saint-Laurent, le pont Victoria, l'autoroute Bonaventure et son prolongement jusqu'à la rue University, les rues Saint-Jacques et Guy, l'autoroute Ville-Marie et l'avenue Atwater.

Les propriétaires intéressés devront obligatoirement fournir les renseignements suivants :

- lieu géographique des espaces disponibles (adresse civique);
- la superficie et une description détaillée de ces espaces (incluant les possibilités de division);
- les capacités d'expansion;
- la description de l'immeuble (matériaux de construction, type de câblage, climatisation, disponibilité ou possibilités d'installation de fibres optiques, etc.);
- les coûts détaillés de location avec ventilation du loyer si celui-ci est établi sur une base brute;
- les services disponibles dans l'immeuble (espace d'exposition, salle de vidéo-conférence, ascenseurs, quai de réception et d'expédition de marchandises, sécurité, etc.);
- la date de disponibilité des lieux pour occupation;
- toute autre condition ou information jugée pertinente.

Les documents relatifs à cette demande de propositions sont disponibles au :

Bureau du commerce électronique

Ministère des Finances du Québec

550, rue Sherbrooke Ouest

Tour Ouest, bureau 490

Montréal (Québec)

H3A 1B9

Tél. : (514) 873-3923

Les propositions seront reçues jusqu'au 30 novembre 2001 à 16h à l'adresse susmentionnée.

La Vice-première ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances constituera une liste des locaux disponibles qui pourront être désignés officiellement aux fins fiscales comme Zone de commerce électronique du centre-ville de Montréal, sujet à ce qu'intervienne une entente afin d'assurer la disponibilité des espaces désignés.

Il appartiendra aux entreprises certifiées et aux propriétaires dont les espaces locatifs auront été sélectionnés de négocier les conditions de location. Le Bureau du commerce électronique (BCE) désignera les locaux lorsqu'une société admissible aura manifesté l'intention de conclure un bail et que le propriétaire de l'immeuble concerné respectera les exigences requises.

La Vice-première ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances et le BCE ne s'engagent à accepter ni la plus basse, ni aucune des propositions reçues et n'assument aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaire(s).

Québec

SOUSSIONS PUBLIQUES

Achat de deux (2) tracteurs L4310 HSTC de marque KUBOTA pour le déneigement des stations de métro

Documents disponibles

Prix 50 \$ non remboursable - chèque visé ou mandat à l'ordre de la STCUM

8845, boul. Saint-Laurent, rez-de-chaussée (réception), Montréal, à compter du mercredi 14 novembre 2001 de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 15 h.

Information: (514) 280-4909

Dépôt et ouverture des soumissions

Siège social de la STCUM, 800, de La Gauchetière Ouest, Montréal, accueil principal (réception niveau E), avant le vendredi le 30 novembre 2001 à 15 h.

Ouverture publique immédiatement après.

Garantie de soumission

Aucun cautionnement requis.

Note

La STCUM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions, et n'encourt aucune obligation envers les soumissionnaires.

Référence : STCUM-2507-11-01-60

Louise Pouliot

Assistante-secrétaire

STCUM

Société du parc des îles

Appel d'offres

TRAVAUX DE DÉMOLITION

ENTREPÔT X-100

La Société du parc des îles désire obtenir des soumissions pour exécuter des travaux de démolition de son entrepôt X-100, situé face à l'entrée du parc d'attractions La Ronde, sur l'île Sainte-Hélène. La superficie au sol de ce bâtiment est de 6 500 m² (70 000 pi²). Les travaux consistent essentiellement à démolir l'ensemble du bâtiment et des dalles sur sol (à l'exclusion des fondations), à procéder à l'enlèvement de l'amiante selon les normes et techniques prescrites et à disposer des matériaux, rebuts et équipements existants en conformité des lois et règlements environnementaux en vigueur. Le nivellement brut du site après évacuation des rebuts fait également partie des travaux à exécuter.

Les plans, le cahier des charges et autres documents contractuels pourront être obtenus à partir du jeudi 15 novembre, en s'adressant à la Société du parc des îles, pavillon du Canada, entrée principale, île Notre-Dame, Montréal, via le pont de la Concorde, du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h, moyennant un montant non remboursable de 35 \$, taxes incluses, en argent comptant ou sous forme de chèque visé à l'ordre de la Société du parc des îles.

Visite obligatoire des lieux

Le jeudi 22 novembre 2001, à 10 h, Entrepôt X-100 (situé sous le pont Jacques-Cartier, sur l'île Sainte-Hélène, face à l'entrée principale du parc d'attractions La Ronde)

Note

Aucun document de soumission ne sera remis après l'heure et la date de la visite obligatoire

Les soumissions, dans des enveloppes cachetées et adressées à la Société du parc des îles, via le pont de la Concorde, pavillon du Canada, île Notre-Dame, Montréal (Québec), H3C 1A9, seront reçues jusqu'à 11 h, le vendredi 30 novembre 2001. Les enveloppes seront ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

La Société du parc des îles ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Le directeur général, Marcel Caron

300513

LA CHAIR DISPARUE

-7-

— Mais vous allez commencer par cesser vos fuites dans les journaux. Et je ne veux même pas savoir qui a fait quoi, ajouta-t-il, pour couper court aux protestations. Si la moindre chose sur l'Institut ou le comité de supervision se retrouve dans les journaux, mon premier geste sera d'avoir votre peau. À tous les quatre... Je veux que vous preniez les moyens pour que ça cesse.

Kyle et Mosley se regardèrent puis se tournèrent vers Tate. Deux jours avant, ce dernier avait dîné avec eux. La position conjointe de la CIA, du FBI et du Pentagone lui avait alors été annoncée : F devait disparaître. Ils lui donnaient un mois pour faire accepter la chose au Président. Puisqu'il était son homme de confiance, à lui de lui faire entendre raison. S'il ne réussissait pas, un autre plan avait déjà été établi. Il avait un seul inconvénient : l'élimination de la directrice de l'Institut serait moins discrète.

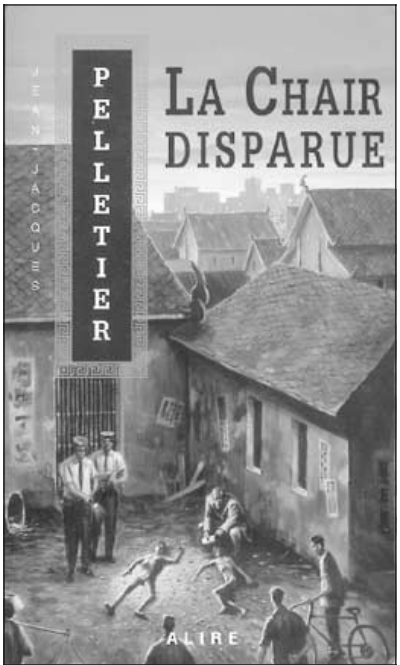
Black était en train de nettoyer ses verres. Tate répondit aux autres d'un léger hochement de tête et les entraîna vers la sortie. Ils poursuivraient la réunion dans un contexte plus favorable, où ils pourraient faire jouer plus ouvertement l'ensemble de leurs arguments.

Soul dans la pièce, le Président continuait de regarder la mer par la fenêtre tout en se demandant comment il allait se tirer de cette situation.

Il devait faire quelque chose, mais il se voyait mal se priver de l'Institut. Même si la directrice le mettait souvent hors de lui, il savait pouvoir se fier à elle pour lui donner l'heure juste. Sans compter qu'elle voyait plus loin que les autres.

C'est vrai qu'elle avait été particulièrement intraitable à propos de Safe House. Elle refusait d'accorder le moindre mérite au projet. Mais enfin...

Il devait justement la voir dans les prochains jours. Peut-être aurait-elle une idée ?



MONTRÉAL, 10 H 48

— Deux ans de travail ! fit Blunt, avec dépit.

Ce qui devait être une opération majeure avait tourné en victoire à la Pyrrhus. Après avoir démantelé la filière Miami-Bangkok, ils se retrouvaient dans un cul-de-sac.

Bien sûr, ce n'était pas un échec total. Des centaines, peut-être des milliers de petites Thaïlandaises et de petits Thaïlandais seraient épargnés — pour un temps. Dans les mois à venir, il y en aurait moins qui, après avoir été utilisés dans les bordels de Bangkok, iraient finir leur enfance dans les réseaux de pédophiles européens. Il y en aurait moins qui seraient débités pour que leurs organes servent à réparer des enfants de leur âge, aux États-Unis.

Mais c'était temporaire. L'organisation qui avait mis sur pied ces trafics était intacte. Et elle n'avait pas tardé à répliquer.

Dans les prisons de Bangkok, commanditer un meurtre était une opération aussi banale qu'envoyer un message à l'extérieur ou s'acheter des cigarettes. Il suffisait d'avoir l'argent requis.

En l'espace de trois jours, la plupart des personnes arrêtées — ou qui auraient pu être incriminées — avaient été assassinées. Les autres suspects avaient disparu de la prison à haute sécurité où ils étaient détenus et cinq des témoins importants avaient été liquidés. Les représentants de la justice se retrouvaient sans témoins et... sans accusés à poursuivre.

Ensuite, les représailles proprement dites avaient commencé. En moins de huit heures, quatre membres de l'équipe d'intervention policière avaient été victimes d'accidents. Puis, à des milliers de kilomètres de là, les enfants d'Hurtubise avaient été kidnappés, en plein jour, au moment où ils sortaient de leur résidence de Beaconsfield, à Montréal.

— Vous ne savez toujours pas ce qu'il a découvert ? reprit Blunt.

— Il a trouvé des documents qui expliquent leur mode d'organisation. Il a aussi parlé d'un diagramme sur leurs principales ramifications internationales.

— Et vous ne savez pas où il les a cachés ?

— Les documents ? Dans sa tête. Il les a tous mémorisés.

— Tous ?

— Il a ce genre de mémoire. En blaguant, il a dit à Claudia qu'il avait un deuxième cerveau à l'intérieur du crâne qui enregistrerait tout sans qu'il s'en aperçoive.

— Mémoire eidétique ?

À SUIVRE



Les Éditions Alire Inc.
www.alire.com

© 1998 Les Éditions Alire Inc. & Jean-Jacques Pelletier

ROM14NE

MOT MYSTERE

LA MYTHOLOGIE - Un mot de 7 lettres

E R E C H T H E I O N E M E E
U E E U Q A E E H P Y S I S E
Q N A R A S P A G L A E U T E
I I A T S E V V B N A N I C S
T C Y Y E L L I H C A N L R R
L S L S O R E H E R A I T Y E
E U R A N I E S U T O L N E P
C F E E N S A A I S U T C R O
E H R E T N V C U P R L A F R
R E G I A C I S E O A E C R U
E H A T T I S R M I N E R V E
S P O R C E C A I O O D I N D
U W O A N U I M E S S E I U I
M L R A S N E R E G E M S N G
L E V O E S C U L A P E L E E

ACHILLE
ACIS
AGLAE
ALCEE
APIS
APSARA
ATYS
CECROPS
CELTIQUE
CERES
CLIO
CREON
EAQUE
EGIDE
ERATO

ERECHTHEION
ESCLAPE
ETNA
EUROPE
EVOE
FREYR
FUSCINE
GENIE
HERA
HEROS
HESTIA
ICARE
IRIS
LUPERCUS
MARS

MEDEE
MEGERE
MINERVE
MUSE
NAIN
NEMEE
NEREE
NESSUS
ODIN
ONDINE
OURANOS
PELEE
PERSEE
RHEA
ROMAINE

SHIVA
SISYPHE
SIVA
TANIT
TROLL
ULYSSE
URANIE
URANUS
VANES
VESTA
WOTAN

Solution du dernier problème : VEGETAL

14/11/2001

10787

LA PHRASE SECRÈTE

Thème: Citation de Rivarol
Placez les lettres de chaque colonne dans la case appropriée de manière à former une phrase complète. Les mots sont séparés par une case noire.

P	R	O	S	G	D	R	U	L	R	L	C	E	D
L	E	T	Q	E	U	E	I	S	P	E	I	P	N

14-11-01
Solution du dernier numéro : Un bon chef de famille, c'est celui qui se montre un peu sourd.

BEN



LA DÉVEINE



FRANK ET ERNEST



PEANUTS



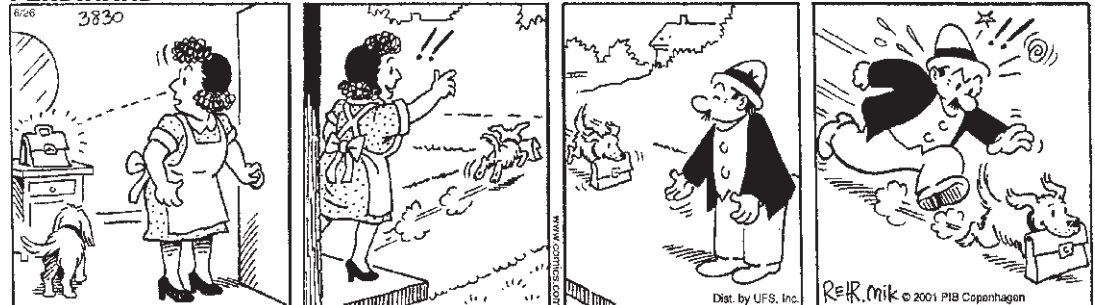
PHILOMÈNE



GARFIELD



FERDINAND



MOTS CROISÉS

www.hannequart.com

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

14 novembre 2001

06271

HORIZONTALEMENT

- 1 Ceux qui refont la même erreur.
- 2 Qui répand une odeur.
- 3 Enduire d'un produit de protection - Sentiment pénible provoqué par une humiliation.
- 4 Se dit au tennis - Narine des cétaés - Scandium.
- 5 Question d'un test - Camarades.
- 6 Largeur d'une étoffe entre ses deux lisières - Servent à voler - Se porte sûrement à Tokyo.
- 7 Éclatantes, en parlant des couleurs.
- 8 Sclérosés - Remporté.
- 9 Coutumes - Nid de l'aigle - Tante.
- 10 Qui témoigne d'un goût délicat - Étendue désertique.
- 11 Pleine de difficultés - Gagnant.
- 12 Bière anglaise - Plante des régions tropicales.

VERTICALEMENT

- 1 Se dit d'une voix rauque.
- 2 Promulgué - Avant J.-C. - Symbole chimique.
- 3 État d'Asie - C'est le symbole de l'actinium - Enchaînement logique.
- 4 Colère littéraire - Femme qui présente un enfant au baptême.

- 5 Exprimer - Qui convient.
- 6 Son château servit de prison - Hardi.
- 7 Enflammée - Sur une portée.
- 8 Écrivain qui aime railler - Dose de radiations.
- 9 On aime bien la recouvrer - Villa de Tivoli.
- 10 Fait tout sauter - Appel de détresse - On connaît bien ses prunes.
- 11 Existe - Entre deux mots - Peuple de l'île de Hainan.
- 12 Sélénium - Petit chien d'agrément.

SOLUTION AU PROCHAIN NUMÉRO

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	A	R	C	H	T	H	E	I	O	N	E
2	V	E	R	I	D	I	Q	U	E	U	N
3	A	M	I	E	Q	U	I	N	T	E	T
4	N	U	E	G	U	E	T	T	E	R	
5	T	E	R	R	I	E	R	E	S	S	E
6	C	R	O	N	R	E	S	T	E	R	
7	O	M	A	G	U	E	T	A	M		
8	U	S	A	G	E	R	A	R	M	E	R
9	R	A	L	E	M	E	N	T			
10	E	S	T	B	E	E	O	N	C	E	
11	U	S	I	R	V	A	N	T	E		
12	R	E	G	L	E	M	E	N	T	S	E

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

06270

LES PETITES ANNONCES

DÈS 8 HEURES!

COMMENT NOUS JOINDRE

Heures d'ouverture: lundi au vendredi, de 8 h à 17 h 30

► Par téléphone:

(514) 987-8363

► Par télécopieur:

(514) 848-6287

► Adresse postale:

Les petites annonces
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Québec H2Y 1K9

► petitesannonces@lapresse.ca

► Sans frais:

1-866 987-8363

► Au comptoir:

Lundi au vendredi,
de 8 h 30 à 17 h 30



► Heures de tombée:

► Les petites annonces régulières
Mardi au samedi: 17 h la veille de la parution
Dimanche et lundi: 17 h le vendredi précédent

► Annonces encadrées

48 h avant la parution

► Communiquez les renseignements suivants lors de votre réservation par télécopieur, courriel ou par la poste:

► Nom complet, adresse et numéro de téléphone pour la facturation

► Rubrique, texte et dates de parution

► Personne à joindre pour vérification

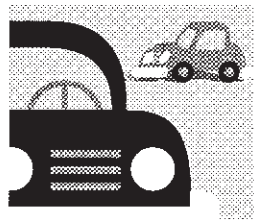
► Numéro de téléphone pour vous joindre en semaine entre 8 h et 17 h 30, si différent de celui de la facturation

► Avis

Nos annonceurs sont priés de vérifier la teneur de leurs annonces lors de leur première parution. Advenant qu'une annonce soit reproduite incorrectement, l'annonceur doit en aviser aussitôt. La Presse qui convient de publier dans la prochaine édition du journal, une version corrigée de celle-ci. Toute erreur ou plainte visant la teneur d'une annonce doit être signalée le jour de sa parution avant 17 h, pour fins de correction lors de la prochaine édition du journal. De même, en cas d'annulation d'une annonce, l'avis à cette fin doit être donné avant 17 h, du lundi au vendredi, le jour qui précède sa parution. Les annonces sont sujettes à l'approbation de leur contenu de même qu'à l'approbation du crédit de l'expéditeur.

La Presse se réserve le droit de publier, d'annuler ou de classer correctement toute annonce sous la rubrique appropriée.

Offres d'emploi: Tous les postes sont ouverts également aux femmes et aux hommes.



AUTOBAINES

3 lignes, 7 jours pour 34,65 \$

(1,65 \$ par ligne, par jour supplémentaire)
Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

IMMOBILIER 100

100 VISITES LIBRES

ST-LAURENT (NOUVEAU)

Maisons exécutives, haut de gamme, 4001 Félix-Leclerc (par Henri-Bourassa), 3er. Sam. Dim. 13 h à 16 h
(514) 332-6729
(www.rodimax.com)

101 ÎLE DE MONTRÉAL

4025 PAPIEAU, coin Gauchet, beau triplex, 3x7x, rénovés, cachet, vue sur parc Lafontaine, 439 000 \$
Josiane Guiré, Conseiller en Gestion Privée CGP Inc. Qc. Car. 514-286-0055, 514-983-4351

A AHUNTSIC

Grande Allée / Fleury, Luxueux triplex dét., 359 000 \$
Immeuble Roy 514-387-9869.

ANJOU, beau cottage garage foyer, 164 000 \$ Jussame 354-6240 Re/Max Excellence

A ROSEMONT, triplex s/dét., 1x6x, 2x3x / bachelard 4x, garage, grande cour, près des services, 210 000 \$ nég. R. Raffa 514-127-7575 Sutton ctr.

CENTRE EST

super duplex 2x5x, bien rento à QUILLI CHANCE!

R. LAMOTHE 514-949-0791
Century 21 Max Immo ctr.

LACHINE, duplex dét. 2x5x, 2 stat. 165 000 \$. 514-992-9285

MERCIER triplex plus bach., 2 garages. Plusieurs extras.
R. LAMOTHE 514-949-0791
Century 21 Max Immo ctr.

MTL MERCIER, coin jumele, 4x, 2x3x, 109 000 \$.

R. LAMOTHE 514-949-0791
Century 21 Max Immo ctr.

MTL MERCIER duplex reno. Tri 1998, 109 000 \$.

R. LAMOTHE 514-949-0791
Century 21 Max Immo ctr.

MTL MERCIER grand 4x, 2x3x, élect. Aubaine 119 000 \$.

R. LAMOTHE 514-949-0791
Century 21 Max Immo ctr.

101 ÎLE DE MONTRÉAL

OUTREMENT

limite, Duplex en pierre, Coin Woodbury, Côte Ste-Catherine, 2000 pi car, par étage, Ensoleillé, Foyers, sctol fin, 2 garages, r-de-ch. libre. Privée 445 000 \$, Mme Boucher 514-878-1900, 514-810-5657

PARC ANGUS

Mme de ville 2 niveaux, 4 ch., 2 s/bains, thermopanne, garage, près Jardin Botanique, 514-257-7144 voir www.habitat-plus.com

PLATEAU, Bordeaux

St-Joseph, 3-plex, s/dét., r-de-ch. rénove. 514-992-3990

PLATEAU, Chabot/Mt-Royal

2plex 2x4x, cour, 2ième rno, BORDEAUX-1 JOSEPH, 5plex semi dét., 1x7x + 4x4x, 514-992-3990

PLATEAU, rue Chambord

1x5 x, 2x3 x, 199 000 \$ près rue Laurier, R. Jette 514-592-4716 Re/Max Du Carier ctr.

PLATEAU près Laurier, triplex

rénové, belle cour avec spa et cabanon bon rev. 229 000 \$ V. Gignac (514) 381-8553 EXCELSIOR COURTIER

ROSEMONT, coin jum., 3 ch., gar.

Occasion unique! Succès-sion 188 000 \$. 514-725-2443

ROSEMONT 2plex s/dét. fini

bonne cond. Ecoles, 144 000 \$
R. LAMOTHE 514-949-0791
Century 21 Max Immo ctr.

SAINT-LAURENT, belles maisons

de ville, 2 ch., neu, 1380 à 15 85 pi car, poss. mezzanine, garage doubles, prix abordables, à tous les jours de 13 h 30 à 17 h 30 au

ST-LAURENT (NOUVEAU)

Nouvelle construction, clé en main. Grandes maisons exotiques haut de gamme, 4 ch., 3700 pi car. (745 000 \$)

ST-LÉONARD, coin, 100% reat.

7917 pi car. Echange possible. Adamo Ranieri - Service Imm. Général 514-732-2886

TRENTAULTVILLE, beau 5plex

1x7x, 4x3x, chauffage élect. bois, 189 000 \$. Pas d'agent, 514-799-9126

V.M.R., adj. cottages, 4 ch., 2x s/bains, piscine, gicleur

spa, A / C, rénove, 399 000 \$ (514) 341-7387 / 727-8044

VILLERAY, 5plex, 3 ch., garage, + duplex 2x4x, s/sol, garage, cour, 139 000 \$

Campau Trans-Action, 514-273-6767.

101 ÎLE DE MONTRÉAL

VILLERAY, duplex

rénové avec garage, beaucoup boiseries, 3 ch., 172 000 \$, Claude Vandal, Sutton 514-727-7575

VILLERAY: RARE!

Super triplex, semi-détaché, 1x7x, 2x4x, 31 pi façade, 1395 pi ca., 3 stationnements, jardin côté soleil. Cachet, vitraux, colonnes, 279 000 \$
SUTTON ctr. 514-272-1010 JACINTHE GERVAIS

VILLE ST-PIERRE, triplex 200

sur les Érables, 1x6x, 2x3x, rénove, 109 900 \$, RDO libre, R. Jette 514-592-4716 Re/Max Du Carier ctr.

103 VILLOUX-MONTREAL

1 McGill

spacieux et confortable 2293 pi car., plancher de bois à l'européenne

facade entrecroisée de fenêtres VUE A 190 DEGRÉS sur le Vieux-Montreal & fleuve. Plusieurs extras.

Cette superficie disponible est très rare. Excellente opportunité

PRIX: 850 000 \$ PATRICIA LALLIER (514) 499-1898
Imm. International II ctr.

FACE AU FLEUVE, 1400 pi

car, libre. Prix imbattable. J.Y. Trudeau car, 514-993-5705

105 LAVAL, RIVE-NORD

A BLAINVILLE

POINT ZÉRO SUR LE LAC

Projet avec parc et lac privés

Cottages, 3 ch., garage avec C.I.O.V. comptant 999 \$ C.I. X mois

3 MOIS GRATUITS

LE GROUPE

BEAUMONT ELITE SYLVIE LELIEVRE 450-434-0929

Al jumele, libre, Auteuil, 84 900 \$, terrain 4852 pi car., 6255 m/s, capital, int. taxes.

A Ste-Thérèse, 2 + 2 ch., gar. double, piscine creusée, G. La-londe Sutton ctr, 450-434-4400

AO COEUR DU PLATEAU, 4x

+ stat, rev. 109 000 \$. Facile à visiter, R. Monier (514) 762-5045

Re/Max Du Carier Ctr.

CONDOS neufs, métro Côte-des-Neiges, 3x2x, 2 stat.

82 000 \$ 174 pces, 92 000 \$. Poss. location, 514 808-4290

HABITAT '67

Magnifiques résidences. Vues sur ville ou fleuve. Terrasses jardin. Stats int. Tous les services. Navette centre-ville

514-866-5971

ILE DES SOEURS CLUB Marin II

vue fleuve et ville, 2 ch., 2 s/bains, piscine int., gymnase, 250 000 \$ 514-767-6105

ILE DES SOEURS CLUB MARIN

Vue fleuve et ville, 2 c.c., 2 s/bains, air climatisé central, planchers bois, terrasse.

Monier Masse et Associés courtier immobilier agréé S. Monier (514) 762-5045 (514) 824-1607

LAVAL, penthouse entièrement reno, impeccable, bord R.D.P., 2 c. a. c., 2 stat. int., terr. avec spa. A voir Imm. Gestibel

Ltée ctr. 450-491-1441 / 314.

LAVAL BORD DE L'EAU

Superbe condo situé dans l'édifice prestigieux "Le Maritime". Aire ouverte, fenestration abondante, état impeccable, gar. int., beau balcon, vue splendide. Vendre! R. Jette 514-592-4716

Et plusieurs autres... jusqu'à 299 000 \$

RACHEL BLAIN 514-594-5977

Longue LePage Le Logeur

ROUGEUIL, Estuaire II, condo de luxe, 1540 car., 2 ch., 2e étage, vue imprenable sur fleuve et ville, 2 garages, 2 piscines, gym., relié métro Longueuil, 189 000 \$ Libre imm.

Propriétaire 514-944-9143

OCCASION UNIQUE

ILE DES SOEURS, condo style penthouse 1435 pi car, 3 ch., 2 mezz, foyer, garage, à 2 pas tous services. 514-766-8112

105 LAVAL, RIVE-NORD

L.D.R. bung, 7 pces, garage, 149 000 \$ 450-967-5145

LAC ECHO aubaine 187 000 \$

1x7x, 2x4x, 31 pi façade, comptant 15 000 \$, très grande maison, 3 garages, haut de gamme, tourbillon, foyer, idéal activités, bateau à la porte, 36-400, libre 15 nov. 514-910-9159

LAVAL EST, bung, 1985, belle grande cuisine, impeccable,

95 000 \$ M. Bourdieu 450-682-0101, Re/Max 2000

106 RIVE-SUD

BOUCHERVILLE, La Seigneirie, coin, anglais 4 ch., à l'étage, laties, urgent! A. Poirier, 514 497-1968 La Capitale ctr.

LOFT - RES. - COMM

514-550-3585 450-589-1488 www3.sympatico.ca/cpb

ST-MATHIAS, bung, dét. 3 ch., laties bois franc, cuisine réno,

3 s/bains, s'fams, s'jeux ou garde-robe, 115 000 \$

VIEUX LONGUEUIL, coin jum., sur un superbe terrain, 3 ch., occ. juil. 2002, 114 900 \$

LONGUEUIL, coin dét. style canadien, 4 ch., s'manger, s'adjou, bureau, etc. aménagement paysager, 176 900 \$

LONGUEUIL, bung, 78, pisc. creusée, gar., atrium, terrain

culturé, voisin de l'école Hubert-Perron, 214 pi, 134 900 \$

MAURICE CHAPUT

Re/Max Longueuil inc. ctr. imm. agréé

108 BANLIEUE EST

NOUVEAU l'Assomption, triplex impeccable, rev. 16 500 \$ et canadienne 3 c. à c. + bach. 2 c. a. c. au scol, R. Maheux, Sutton-Synergie, 450-585-0999

109 LAURENTIDES LANAUDIERE

VAL MORIN, 7x, 4x, ski, lac, 12 000 \$ nég. + 240\$/mois (hyp. 60 000 \$) 514-355-1719

115 CONDOMINIUMS, COPROPRIETES

AHUNTSIC, André-Grasset face parc; 4x, 2e étage, 100% reat. Près de tout. Stat. 99 900 \$, (514) 923-6227

AL le Paton Hébert, penthouse,

249 900 \$ 450-975-0541

ANGUS (calme), grand condo 4x récent, occ. imm., bio franc, 103 500 \$ 514-298-2134

AO COEUR DU PLATEAU, 4x

+ stat, rev. 109 000 \$. Facile à visiter, R. Monier (514) 762-5045

Re/Max Du Carier Ctr.

CONDOS neufs, métro Côte-des-Neiges, 3x2x, 2 stat.

82 000 \$ 174 pces, 92 000 \$. Poss. location, 514 808-4290

HABITAT '67

Magnifiques résidences. Vues sur ville ou fleuve. Terrasses jardin. Stats int. Tous les services. Navette centre-ville

514-866-5971

ILE DES SOEURS CLUB Marin II

vue fleuve et ville, 2 ch., 2 s/bains, piscine int., gymnase, 250 000 \$ 514-767-6105

ILE DES SOEURS CLUB MARIN

Vue fleuve et ville, 2 c.c., 2 s/bains, air climatisé central, planchers bois, terrasse.

Monier Masse et Associés courtier immobilier agréé S. Monier (514) 762-5045 (514) 824-1607

LAVAL, penthouse entièrement reno, impeccable, bord R.D.P., 2 c. a. c., 2 stat. int., terr. avec spa. A voir Imm. Gestibel

Ltée ctr. 450-491-1441 / 314.

LAVAL BORD DE L'EAU

Superbe condo situé dans l'édifice prestigieux "Le Maritime". Aire ouverte, fenestration abondante, état impeccable, gar. int., beau balcon, vue splendide. Vendre! R. Jette 514-592-4716

Et plusieurs autres... jusqu'à 299 000 \$

RACHEL BLAIN 514-594-5977

Longue LePage Le Logeur

ROUGEUIL, Estuaire II, condo de luxe, 1540 car., 2 ch., 2e étage, vue imprenable sur fleuve et ville, 2 garages, 2 piscines, gym., relié métro Longueuil, 189 000 \$ Libre imm.

Propriétaire 514-944-9143

OCCASION UNIQUE

ILE DES SOEURS, condo style penthouse 1435 pi car, 3 ch., 2 mezz, foyer, garage, à 2 pas tous services. 514-766-8112

100 IMMOBILIER

• RÉSIDENTIEL •

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE

Visites libres

Île de Montréal

Centre-ville

Vieux-Montreal

Laval, Rive-Nord

Rive-Sud

Banlieue ouest

Banlieue est

Laurentides, Lanaudière</

IMMOBILIER

153 ON DEMANDE À LOUER

FL.CENTURY VILLAGE condo 1 ch. 1er jan. au 1er avr. poss. achat ou pas. 450-472-3091. lortiz@sympatico.ca

ROSEMONT 3½, 4½, planchers bois, entrées lav/sec., triplex ou duplex. 514-890-6283

154 ON DEMANDE À PARTAGER

N.D.C., ch., accès salon / cuisine, 395 \$, 514-486-0472.

RIVE-SUD. Cherche UNE coloc pour 4½, 450-928-3980

155 SOUS LOCATION

PLATEAU grand 7½, 4 ch., lav/sec., cable, tél., chauffe, éclairé, meuble, etc. 01 à 1er jan. 02, 1350 \$/mois tout incl. 514-529-1370

156 APPARTEMENT MEUBLES

1½ - 850 \$ +, aussi 3½, 4½, tout incl., 1 mois +, 514-993-5075

4½ meublée, chauffée, court terme, 1500\$. 514-287-9357.

A LOUER

CENTRE-VILLE

Luxueux 3½, 4½, meublés, court-long terme, 514-937-4249

APP., hôtel, quartier latin, 1½, 2½, tout incl., à partir de 1320 \$/mois. 514-286-5215

APP 1½ TV, tél. ménage, 180 \$ + sem. 599 \$ + mois, stat. gratuit. Excel. (514) 322-8640

CENTRE, 3463 Ste-Famille, 1½, 2½, 3½, 4½, piscine, literie, vaisselle. Près Place des Arts et McGill. Négotiaux. Court et long terme. 514-842-8041

Plein des feux sur LaCité

Appartement recherche locale pour tenir rôle principal dans un décor enchanteur.

Au cœur de Montréal!

Électricité, chauffage et climatisation inclus.

Portier 24h
350 Prince Arthur O.
(514) 845-4173

www.lacite.ca

REGENCY

L'élégance classique!

Portier
3555 Côte des Neiges
(514) 932-3151

CENTRE-Mil. 7½, clair, meuble, jardin stat. métro. 514-898-9009

CONDOS, APPS., CENTRAL 1/2, 3/4, 5/6, 1200 \$ +
Cie Troc Vacances 939-0555

CONTACT-LOGEMENT
Réseau app. / maisons privés, court/long terme, 514-909-8638

DE LA MONTAGNE, 2½ meuble, jardin, 514-288-9903

LACHINE condé à 1 et 2 ch., entièrement meublés. Tout incl. + service de ménage. À proximité du centre-ville de Mt et de l'aéroport. de Dorval. 514-886-4191

LAVAIL, condé-hôtel, 4½, équipé, au mois. 514-952-0087.

L'île des Sœurs

Appartements meublés

• À 5 minutes du centre-ville
• Bail au mois ou plus
• À partir de 1100\$/mois

Spécial des fêtes location à la semaine en déc. 2001 et jan. 2002

(514) 769-8511
www.structuremetropolitaines.qc.ca

STRUCTURES METROPOLITAINES

MAISON ou app. Plateau. Meuble. Mois-Année 514-526-0089

MÉTRO CENTRE, 3½ meuble, décor clair. Tél. 450-443-9313

PEEL PLAZA

GRAND 3½ Meuble, très luxueux, idéal pour exécutif. Service domestique optionnel. Occ. future. Lun. au ven. 9 h à 17 h 3460, Peel (nord Sherbrooke) (514) 288-7891

PLATEAU, métro Mt Royal, 5½, 2 ch., janv. - juin 2002, tout compris, 1000 \$, 514-598-8638

ST-DENIS/ Beaubien, petite chambre meublée, chauffée, 400\$, 450-449-5453

160 PROPRIÉTÉS À REVENUS

16 LOGIS 7x4½, 9x3½, gaz. Rev. 79 000 \$
R. LAMOTHE 514-949-0791 Century 21 Max Immo ctr

24 LOG., St-Jean 847 5000 \$, 3½, 4½, 5½, 6½, 7½, 8½, 9½, 10½, 11½, 12½, 13½, 14½, 15½, 16½, 17½, 18½, 19½, 20½, 21½, 22½, 23½, 24½, 25½, 26½, 27½, 28½, 29½, 30½, 31½, 32½, 33½, 34½, 35½, 36½, 37½, 38½, 39½, 40½, 41½, 42½, 43½, 44½, 45½, 46½, 47½, 48½, 49½, 50½, 51½, 52½, 53½, 54½, 55½, 56½, 57½, 58½, 59½, 60½, 61½, 62½, 63½, 64½, 65½, 66½, 67½, 68½, 69½, 70½, 71½, 72½, 73½, 74½, 75½, 76½, 77½, 78½, 79½, 80½, 81½, 82½, 83½, 84½, 85½, 86½, 87½, 88½, 89½, 90½, 91½, 92½, 93½, 94½, 95½, 96½, 97½, 98½, 99½, 100½, 101½, 102½, 103½, 104½, 105½, 106½, 107½, 108½, 109½, 110½, 111½, 112½, 113½, 114½, 115½, 116½, 117½, 118½, 119½, 120½, 121½, 122½, 123½, 124½, 125½, 126½, 127½, 128½, 129½, 130½, 131½, 132½, 133½, 134½, 135½, 136½, 137½, 138½, 139½, 140½, 141½, 142½, 143½, 144½, 145½, 146½, 147½, 148½, 149½, 150½, 151½, 152½, 153½, 154½, 155½, 156½, 157½, 158½, 159½, 160½, 161½, 162½, 163½, 164½, 165½, 166½, 167½, 168½, 169½, 170½, 171½, 172½, 173½, 174½, 175½, 176½, 177½, 178½, 179½, 180½, 181½, 182½, 183½, 184½, 185½, 186½, 187½, 188½, 189½, 190½, 191½, 192½, 193½, 194½, 195½, 196½, 197½, 198½, 199½, 200½, 201½, 202½, 203½, 204½, 205½, 206½, 207½, 208½, 209½, 210½, 211½, 212½, 213½, 214½, 215½, 216½, 217½, 218½, 219½, 220½, 221½, 222½, 223½, 224½, 225½, 226½, 227½, 228½, 229½, 230½, 231½, 232½, 233½, 234½, 235½, 236½, 237½, 238½, 239½, 240½, 241½, 242½, 243½, 244½, 245½, 246½, 247½, 248½, 249½, 250½, 251½, 252½, 253½, 254½, 255½, 256½, 257½, 258½, 259½, 260½, 261½, 262½, 263½, 264½, 265½, 266½, 267½, 268½, 269½, 270½, 271½, 272½, 273½, 274½, 275½, 276½, 277½, 278½, 279½, 280½, 281½, 282½, 283½, 284½, 285½, 286½, 287½, 288½, 289½, 290½, 291½, 292½, 293½, 294½, 295½, 296½, 297½, 298½, 299½, 300½, 301½, 302½, 303½, 304½, 305½, 306½, 307½, 308½, 309½, 310½, 311½, 312½, 313½, 314½, 315½, 316½, 317½, 318½, 319½, 320½, 321½, 322½, 323½, 324½, 325½, 326½, 327½, 328½, 329½, 330½, 331½, 332½, 333½, 334½, 335½, 336½, 337½, 338½, 339½, 340½, 341½, 342½, 343½, 344½, 345½, 346½, 347½, 348½, 349½, 350½, 351½, 352½, 353½, 354½, 355½, 356½, 357½, 358½, 359½, 360½, 361½, 362½, 363½, 364½, 365½, 366½, 367½, 368½, 369½, 370½, 371½, 372½, 373½, 374½, 375½, 376½, 377½, 378½, 379½, 380½, 381½, 382½, 383½, 384½, 385½, 386½, 387½, 388½, 389½, 390½, 391½, 392½, 393½, 394½, 395½, 396½, 397½, 398½, 399½, 400½, 401½, 402½, 403½, 404½, 405½, 406½, 407½, 408½, 409½, 410½, 411½, 412½, 413½, 414½, 415½, 416½, 417½, 418½, 419½, 420½, 421½, 422½, 423½, 424½, 425½, 426½, 427½, 428½, 429½, 430½, 431½, 432½, 433½, 434½, 435½, 436½, 437½, 438½, 439½, 440½, 441½, 442½, 443½, 444½, 445½, 446½, 447½, 448½, 449½, 450½, 451½, 452½, 453½, 454½, 455½, 456½, 457½, 458½, 459½, 460½, 461½, 462½, 463½, 464½, 465½, 466½, 467½, 468½, 469½, 470½, 471½, 472½, 473½, 474½, 475½, 476½, 477½, 478½, 479½, 480½, 481½, 482½, 483½, 484½, 485½, 486½, 487½, 488½, 489½, 490½, 491½, 492½, 493½, 494½, 495½, 496½, 497½, 498½, 499½, 500½, 501½, 502½, 503½, 504½, 505½, 506½, 507½, 508½, 509½, 510½, 511½, 512½, 513½, 514½, 515½, 516½, 517½, 518½, 519½, 520½, 521½, 522½, 523½, 524½, 525½, 526½, 527½, 528½, 529½, 530½, 531½, 532½, 533½, 534½, 535½, 536½, 537½, 538½, 539½, 540½, 541½, 542½, 543½, 544½, 545½, 546½, 547½, 548½, 549½, 550½, 551½, 552½, 553½, 554½, 555½, 556½, 557½, 558½, 559½, 560½, 561½, 562½, 563½, 564½, 565½, 566½, 567½, 568½, 569½, 570½, 571½, 572½, 573½, 574½, 575½, 576½, 577½, 578½, 579½, 580½, 581½, 582½, 583½, 584½, 585½, 586½, 587½, 588½, 589½, 590½, 591½, 592½, 593½, 594½, 595½, 596½, 597½, 598½, 599½, 600½, 601½, 602½, 603½, 604½, 605½, 606½, 607½, 608½, 609½, 610½, 611½, 612½, 613½, 614½, 615½, 616½, 617½, 618½, 619½, 620½, 621½, 622½, 623½, 624½, 625½, 626½, 627½, 628½, 629½, 630½, 631½, 632½, 633½, 634½, 635½, 636½, 637½, 638½, 639½, 640½, 641½, 642½, 643½, 644½, 645½, 646½, 647½, 648½, 649½, 650½, 651½, 652½, 653½, 654½, 655½, 656½, 657½, 658½, 659½, 660½, 661½, 662½, 663½, 664½, 665½, 666½, 667½, 668½, 669½, 670½, 671½, 672½, 673½, 674½, 675½, 676½, 677½, 678½, 679½, 680½, 681½, 682½, 683½, 684½, 685½, 686½, 687½, 688½, 689½, 690½, 691½, 692½, 693½, 694½, 695½, 696½, 697½, 698½, 699½, 700½, 701½, 702½, 703½, 704½, 705½, 706½, 707½, 708½, 709½, 710½, 711½, 712½, 713½, 714½, 715½, 716½, 717½, 718½, 719½, 720½, 721½, 722½, 723½, 724½, 725½, 726½, 727½, 728½, 729½, 730½, 731½, 732½, 733½, 734½, 735½, 736½, 737½, 738½, 739½, 740½, 741½, 742½, 743½, 744½, 745½, 746½, 747½, 748½, 749½, 750½, 751½, 752½, 753½, 754½, 755½, 756½, 757½, 758½, 759½, 760½, 761½, 762½, 763½, 764½, 765½, 766½, 767½, 768½, 769½, 770½, 771½, 772½, 773½, 774½, 775½, 776½, 777½, 778½, 779½, 780½, 781½, 782½, 783½, 784½, 785½, 786½, 787½, 788½, 789½, 790½, 791½, 792½, 793½, 794½, 795½, 796½, 797½, 798½, 799½, 800½, 801½, 802½, 803½, 804½, 805½, 806½, 807½, 808½, 809½, 810½, 811½, 812½, 813½, 814½, 815½, 816½, 817½, 818½, 819½, 820½, 821½, 822½, 823½, 824½, 825½, 826½, 827½, 828½, 829½, 830½, 831½, 832½, 833½, 834½, 835½, 836½, 837½, 838½, 839½, 840½, 841½, 842½, 843½, 844½, 845½, 846½, 847½, 848½, 849½, 850½, 851½, 852½, 853½, 854½, 855½, 856½, 857½, 858½, 859½, 860½, 861½, 862½, 863½, 864½, 865½, 866½, 867½, 868½, 869½, 870½, 871½, 872½, 873½, 874½, 875½, 876½, 877½, 878½, 879½, 880½, 881½, 882½, 883½, 884½, 885½, 886½, 887½, 888½, 889½, 890½, 891½, 892½, 893½, 894½, 895½, 896½, 897½, 898½, 899½, 900½, 901½, 902½, 903½, 904½, 905½, 906½, 907½, 908½, 909½, 910½, 911½, 912½, 913½, 914½, 915½, 916½, 917½, 918½, 919½, 920½, 921½, 922½, 923½, 924½, 925½, 926½, 927½, 928½, 929½, 930½, 931½, 932½, 933½, 934½, 935½, 936½, 937½, 938½, 939½, 940½, 941½, 942½, 943½, 944½, 945½, 946½, 947½, 948½, 949½, 950½, 951½, 952½, 953½, 954½, 955½, 956½, 957½, 958½, 959½, 960½, 961½, 962½, 963½, 964½, 965½, 966½, 967½, 968½, 969½, 970½, 971½, 972½, 973½, 974½, 975½, 976½, 977½, 978½, 979½, 980½, 981½, 982½, 983½, 984½, 985½, 986½, 987½, 988½, 989½, 990½, 991½, 992½, 993½, 994½, 995½, 996½, 997½, 998½, 999½, 1000½, 1001½, 1002½, 1003½, 1004½, 1005½, 1006½, 1007½, 1008½, 1009½, 1010½, 1011½, 1012½, 1013½, 1014½, 1015½, 1016½, 1017½, 1018½, 1019½, 1020½, 1021½, 1022½, 1023½, 1024½, 1025½, 1026½, 1027½, 1028½, 1029½, 1030½, 1031½, 1032½, 1033½, 1034½, 1035½, 1036½, 1037½, 1038½, 1039½, 1040½, 1041½, 1042½, 1043½, 1044½, 1045½, 1046½, 1047½, 1048½, 1049½, 1050½, 1051½, 1052½, 1053½, 1054½, 1055½, 1056½, 1057½, 1058½, 1059½, 1060½, 1061½, 1062½, 1063½, 1064½, 1065½, 1066½, 1067½, 1068½, 1069½, 1070½, 1071½, 1072½, 1073½, 1074½, 1075½, 1076½, 1077½, 1078½, 1079½, 1080½, 1081½, 1082½, 1083½, 1084½, 1085½, 1086½, 1087½, 1088½, 1089½, 1090½, 1091½, 1092½, 1093½, 1094½, 1095½, 1096½, 1097½, 1098½, 1099½, 1100½, 1101½, 1102½, 1103½, 1104½, 1105½, 1106½, 1107½, 1108½, 1109½, 1110½, 1111½, 1112½, 1113½, 1114½, 1115½, 1116½, 1117½, 1118½, 1119½, 1120½, 1121½, 1122½, 1123½, 1124½, 1125½, 1126½, 1127½, 1128½, 1129½, 1130½, 1131½, 1132½, 1133½, 1134½, 1135½, 1136½, 1137½, 1138½, 1139½, 1140½, 1141½, 1142½, 1143½, 1144½, 1145½, 1146½, 1147½, 1148½, 1149½, 1150½, 1151½, 1152½, 1153½, 1154½, 1155½, 1156½, 1157½, 1158½, 1159½, 1160½, 1161½, 1162½, 1163½, 1164½, 1165½, 1166½, 1167½, 1168½, 1169½, 1170½, 1171½, 1172½, 1173½, 1174½, 1175½, 1176½, 1177½, 1178½, 1179½, 1180½, 1181½, 1182½, 1183½, 1184½, 1185½, 1186½, 1187½, 1188½, 1189½, 1190½, 1191½, 1192½, 1193½, 1194½, 1195½, 1196½, 1197½, 1198½, 1199½, 1200½, 1201½, 1202½, 1203½, 1204½, 1205½, 1206½, 1207½, 1208½, 1209½, 1210½, 1211½, 1212½, 1213½, 1214½, 1215½, 1216½, 1217½, 1218½, 1219½, 1220½, 1221½, 1222½, 1223½, 1224½, 1225½, 1226½, 1227½, 1228½, 1229½, 1230½, 1231½, 1232½, 1233½, 1234½, 1235½, 1236½, 1237½, 1238½, 1239½, 1240½, 1241½, 1242½, 1243½, 1244½, 1245½, 1246½, 1247½, 1248½, 1249½, 1250½, 1251½, 1252½, 1253½, 1254½, 1255½, 1256½, 1257½, 1258½, 1259½, 1260½, 1261½, 1262½, 1263½, 1264½, 1265½, 1266½, 1267½, 1268½, 1269½, 1270½, 1271½, 1272½, 1273½, 1274½, 1275½, 1276½, 1277½, 1278½, 1279½, 1280½, 1281½, 1282½, 1283½, 1284½, 1285½, 1286½, 1287½, 1288½, 1289½, 1290½, 1291½, 1292½, 1293½, 1294½, 1295½, 1296½, 1297½, 1298½, 1299½, 1300½, 1301½, 1302½, 1303½, 1304½, 1305½, 1306½, 1307½, 1308½, 1309½, 1310½, 1311½, 1312½, 1313½, 1314½, 1315½, 1316½, 1317½, 1318½, 1319½, 1320½, 1321½, 1322½, 1323½, 1324½, 1325½, 1326½, 1327½, 1328½, 1329½, 1330½, 1331½, 1332½, 1333½, 1334½, 1335½, 1336½, 1337½, 1338½, 1339½, 1340½, 1341½, 1342½, 1343½, 1344½, 1345½, 1346½, 1347½, 1348½, 1349½, 1350½, 1351½, 1352½, 1353½, 1354½, 1355½, 1356½, 1357½, 1358½, 1359½, 1360½, 1361½, 1362½, 1363½, 1364½, 1365½, 1366½, 1367½, 1368½, 1369½, 1370½, 1371½, 1372½, 1373½, 1374½, 1375½, 1376½, 1377½, 1378½, 1379½, 1380½, 1381½, 1382½, 1383½, 1384½, 1385½, 1386½, 1387½, 1388½, 1389½, 1390½, 1391½, 1392½, 1393½, 1394½, 1395½, 1396½, 1397½, 1398½, 1399½, 1400½, 1401½, 1402½, 1403½, 1404½, 1405½, 1406½, 1407½, 1408½, 1409½, 1410½, 1411½, 1412½, 1413½, 1414½, 1415½, 1416½, 1417½, 1418½, 1419½, 1420½, 1421½, 1422½, 1423½, 1424½, 1425½, 1426½, 1427½, 1428½, 1429½, 1430½, 1431½, 1432½, 1433½, 1434½, 1435½, 1436½, 1437½, 1438½, 1439½, 1440½, 1441½, 1442½, 1443½, 1444½, 1445½, 1446½, 1447½, 1448½, 1449½, 1450½, 1451½, 1452½, 1453½, 1454½, 1455½, 1456½, 1457½, 1458½, 1459½, 1460½, 1461½, 1462½, 1463½, 1464½, 1465½, 1466½, 1467½, 1468½, 1469½, 1470½, 1471½, 1472½, 1473½, 1474½, 1475½, 1476½, 1477½, 1478½, 1479½, 1480½, 1481½, 1482½, 1483½, 1484½, 1485½, 1486½, 1487½, 1488½, 1489½, 1490½, 1491½, 1492½, 1493½, 1494½, 1495½, 1496½, 1497½, 1498½, 1499½, 1500½, 1501½, 1502½, 1503½, 1504½, 1505½, 1506½, 1507½, 1508½, 1509½, 1510½, 1511½, 1512½, 1513½, 1514½, 1515½, 1516½, 1517½, 1518½, 1519½, 1520½, 1521½, 1522½, 1523½, 1524½, 1525½, 1526½, 1527½, 1528½, 1529½, 1530½, 1531½, 1532½,